

SERIE VALEURS, EDUCATION, CULTURE

Dialogue interreligieux

Propositions pour construire ensemble

CAHIERS DE PROPOSITIONS POUR LE XXI^{ÈME} SIÈCLE - EDITIONS CHARLES LÉOPOLD MYER

Les cahiers de propositions pour le XXI^e siècle

Les cahiers de propositions forment une collection de petits livres regroupant, dans chacun des domaines déterminants pour notre avenir, les propositions qui auront semblé les plus pertinentes pour mettre en œuvre dans nos sociétés les ruptures et les évolutions nécessaires à la construction d'un XXI^e siècle plus juste et plus soutenable. Leur objectif est de stimuler un débat sur ces questions aussi bien au niveau local qu'au niveau mondial.

Les grandes mutations que l'on regroupe sous le terme de "mondialisation" constituent, en elles-mêmes, autant de chances de progrès que de risques de voir s'accroître les inégalités sociales et les déséquilibres écologiques. L'essentiel est de ne pas laisser les grands acteurs politiques et économiques conduire seuls ces mutations. Trop prisonniers de leurs propres logiques de court terme, ils ne pourront que nous mener à une crise mondiale permanente, devenue manifeste depuis les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis.

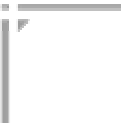
C'est pourquoi l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire [voir annexe] a lancé l'idée, au cours des années 2000 et 2001, d'un processus de collecte et d'identification de propositions émanant de différents mouvements et organisations, de différents acteurs de la société, de différentes régions du monde. Ce travail s'est déroulé au moyen de forums électroniques, et a été ponctué par une série d'ateliers ou de rencontres au niveau international, qui ont abouti la présentation, à l'occasion de l'Assemblée Mondiale des Citoyens tenue à Lille (France) en décembre 2001, d'une soixantaine de textes de propositions.

Ce sont ces textes, éventuellement complétés et mis à jour, qui sont maintenant publiés par un réseau d'éditeurs associatifs et institutionnels en 6 langues (anglais, espagnol, portugais, français, arabe et chinois) et dans 7 pays (Pérou, Brésil, Zimbabwe, France, Liban, Inde, Chine). Ces éditeurs travaillent ensemble pour les adapter aux différents contextes culturels et géopolitiques, afin que les cahiers de propositions suscitent dans chacune de ces régions du monde un débat le plus large possible, et qu'ils touchent les publics auxquels ils ont destinés, que ce soit les décideurs, les journalistes, les jeunes ou les mouvements sociaux.

Présentation du cahier « Dialogue interreligieux »

La coopération interreligieuse est une tâche de plus en plus importante mais souvent difficile. Le dernier millénaire a connu de nombreux exemples d'échange interculturel positif et de co-existence sur tous les continents ainsi que de trop nombreux exemples de conflit et même de génocide commis au nom de la religion. Le siècle dernier a vu le développement d'un dialogue interreligieux dans des domaines allant de l'étude et du discours théoriques et comparatifs chez les intellectuels et les libéraux à la coopération des militants en faveur de la paix et de la justice. Le dialogue est engagé aujourd'hui au niveau international, régional, national et local et peut être axé sur l'approfondissement de la compréhension, le partage de la spiritualité, la préparation d'une action sociale ou même d'un engagement ou d'un combat politique.

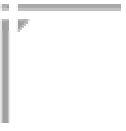
Deux approches s'opposent au sujet des relations entre les familles de religions et la vie des êtres humains : la première donne priorité aux revendications exclusives de la vérité et aux ambitions de contrôler les structures sociales mais peut entraîner rapidement à une désillusion et un désintéressement de la religion. La seconde, celle de ce document, affirme un sens du mystère dans son approche du sacré et peut faciliter une contribution globale et coopérative des religions à la construction de la société.



Dialogue interreligieux

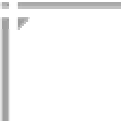
Propositions pour construire ensemble

Cahier coordonné par Jean Fischer et John Taylor
Collège interreligieux de l'Alliance pour un monde
responsable, pluriel et solidaire



Sommaire

PREAMBULE	9
UNE CONTRIBUTION INTERRELIGIEUSE A UN MONDE EN CHANGEMENT	11
DES FAMILLES DE RELIGION EN APPROCHES CONCURRENTIELLES OU INTERDEPENDANTES VERS LA CONSTRUCTION DE LA SOCIETE	13
<i>Exclusivisme et contrôle</i>	14
<i>Ouverture et coopération</i>	15
LE DIALOGUE INTERRELIGIEUX AU SEIN DE L'ALLIANCE POUR UN MONDE RESPONSABLE, PLURIEL ET SOLIDAIRE	16
<i>L'élaboration du présent document</i>	19
AU SEIN D'UN MOUVEMENT INTERRELIGIEUX BEAUCOUP PLUS VASTE	20
RESPONSABILITES ET ENGAGEMENTS DES FAMILLES RELIGIEUSES POUR LE FUTUR DE L'HUMANITE	22
RESPONSABILITES COMMUNES POUR LE FUTUR DE L'HUMANITE	22
ENGAGEMENTS POUR LE FUTUR DE L'HUMANITE	23
<i>Engagement pour le pluralisme</i>	23
<i>Engagement pour la spiritualité</i>	24
<i>Engagement pour l'éducation</i>	25
<i>Engagement à guérir la mémoire des événements passés</i>	25
<i>Engagement pour une nouvelle vision de l'humanité</i>	26
PROPOSITIONS	26
1. <i>Violence</i>	26
2. <i>Santé</i>	30
3. <i>Ecologie</i>	31
4. <i>Economie</i>	32
5. <i>Ethique</i>	34
6. <i>Dialogue</i>	35
7. <i>Groupe de Travail</i>	36
LA VIOLENCE ET LA CONSTRUCTION DE LA PAIX	38
1. LES RELIGIONS ET LA CONSTRUCTION DE LA PAIX	38
<i>Propositions</i>	38
2. VIOLENCE ET PAIX AU CŒUR DES RELIGIONS	41
ECOLOGIE, ETHIQUE ET SPIRITUALITE	44
LE COLLEGE INTERRELIGIEUX POUR LA BIOSPHERE, KLINGENTHAL 1995-2001	44
1/ L'USUFRUIT DE LA TERRE ET L'APPEL DE KLINGENTHAL	46
2/ L'EAU, SOURCE DE VIE	47
3/ SOL, CULTURES, SPIRITUALITES	49
4/ L'ARBRE ET LA FORET, DU SYMBOLISME CULTUREL A... L'AGONIE PROGRAMMEE ?	51
5/ L'ANIMAL ET LA FAUNE ... DE LA VACHE FOLLE AUX ESPECES MENACEES	55
ALLIES DANS LE DIALOGUE : MUSULMANS ET CHRETIENS APPELLENT A LA REFLEXION ET A L'ACTION	59
LE POINT SUR LE DIALOGUE ISLAMO-CHRETIEN	59
LA SITUATION ACTUELLE : RISQUES ET OPPORTUNITES	61
RENOUVELER LES AFFIRMATIONS COMMUNES	63
LES PRIORITES	65
NOTES	67
L'ALLIANCE POUR UN MONDE RESPONSABLE PLURIEL ET SOLIDAIRE	68
LES CAHIERS DE PROPOSITIONS SUR INTERNET	70
LES EDITEURS PARTENAIRES	73



Préambule

La question des religions compte certainement parmi les plus délicates à manier au sein d'une collection comme les cahiers de propositions, destinée à être publiée dans plusieurs pays et en plusieurs langues, notamment non occidentales. La première difficulté concerne en effet, tout bonnement, le langage lui-même, qui semble devoir irrémédiablement gommer les différences et les nuances. On sait ainsi que notre notion même de "religion" peut s'avérer inadéquate pour rendre compte des "traditions" et des mouvements "spirituels", "philosophiques" ou "culturels" (les guillemets peuvent être multipliés à l'envi) de l'Asie (par exemple). Et il n'est pas évident que la question ne vaille pas tout autant d'être posée pour d'autres termes apparemment inoffensifs utilisés ici. Comment, dans ces conditions, pourrait-il y avoir réellement "dialogue" ? Et comment ne pas enfermer l'autre, par l'effet même de notre "bonne volonté", dans nos propres catégories culturelles ?

L'intérêt du présent cahier est justement qu'il opère une série de déplacements qui permettent de dépasser ces dilemmes et de changer de perspective. D'abord, il part du constat que les religions ne peuvent plus, si cela a jamais été le cas, être considérées comme des blocs figés et hermétiques, et que le phénomène du pluralisme religieux, à la fois au sein de nos sociétés et à l'intérieur de chaque tradition, doit constituer le centre de gravité de toute approche des problèmes liés à la religion. Ce simple décentrement permet d'ailleurs de remettre en question la tendance à projeter des conflits locaux, avec leurs conditions spécifiques, sur une grande scène mondiale de "choc des civilisations". Deuxièmement, le dialogue interreligieux doit dorénavant s'approfondir. Il ne peut en rester au stade où des représentants de diverses traditions religieuses se rencontrent pour se présenter mutuellement les spécificités de leur traditions et en rechercher leurs "points communs". Il importe d'aborder aussi les différences, et les problèmes et tensions que celles-ci suscitent dans les situations de "cohabitation" que connaissent de nombreuses régions du monde. Il ne s'agit plus d'échanger sur des questions touchant purement à la vie religieuse (la foi, les doctrines, les pratiques culturelles etc.), mais d'aller bien au-delà et d'aborder, par le dialogue, les visions du monde, de l'avenir de la communauté mondiale, et de s'exprimer sur les responsabilités des communautés religieuses en tant qu'acteurs sociaux, de se positionner sur les grands enjeux de nos diverses sociétés, sur les défis planétaires auxquels tous les peuples et toutes les religions sont aussi confrontés, et qui touchent des domaines généralement négligés par les religions.

La seconde difficulté rencontrée par ce cahier est liée à l'importance accordée ici à la religion dans le progrès et le changement social, alors même que ceux-ci ont assez souvent été associés à un combat contre l'influence sociale et politique des églises, des morales traditionnelles, etc. Mais vouloir à toute force cantonner la foi dans le domaine du privé et du for intérieur individuel, selon une compartimentation bien ancrée dans les mentalités occidentales, c'est d'une part se voiler la face sur la réalité, d'autre part s'exposer à un retour de bâton et à une exacerbation des revendications identitaires et religieuses (en particulier dans un contexte où la dénégation de la religion se redouble par ailleurs de discriminations sociales), et enfin se priver d'un questionnement

utile sur la manière dont les gens donnent sens à leur conduite individuelle et collective au sein de la société. Les croyances religieuses sont souvent, cela s'observe quotidiennement, un puissant moteur de l'engagement social et militant. Sans verser dans la vision excessive selon laquelle là où la religion a perdu son influence sociale ne resteraient plus que l'individualisme à outrance et le culte du profit, la question de la recherche collective de sens (certes pas l'imposition d'un sens figé) ne peut être évacuée sans danger.

Au sein de la collection des cahiers de propositions, le document présenté ici relève donc de l'ensemble des textes qui s'interrogent sur les valeurs et les représentations en tant que ressorts et mobiles de l'action et sur l'importance des facteurs intérieurs, spirituels ou culturels dans la promotion du changement social. Il communique particulièrement avec les propositions sur *l'art et l'identité culturelle** et, bien entendu, toutes celles qui tournent autour des questions éducatives, en particulier celles sur *l'éducation publique** et sur *l'éducation à l'environnement (Education à l'environnement. Six propositions pour agir en citoyens, Cahier de propositions n°1)*. D'autre part, à travers la problématique du pluralisme et de la diversité dans nos sociétés, il recoupe les propositions sur *la diversité culturelle**, sur *la gouvernance mondiale (Pour une gouvernance mondiale efficace, légitime et démocratique, Cahier de propositions n°7)* et sur *les principes de la gouvernance en général (Repenser la gestion de nos sociétés. Dix principes pour la gouvernance du local au global, Cahier de propositions n°5)*. La question du dialogue interreligieux a également nourri, à travers les rencontres de Klingenthal (voir la troisième partie) l'élaboration de nombreuses propositions sur l'environnement et les ressources naturelles comme celles sur *la gestion de l'eau**, *des forêts** ou *des sols (Sauver nos sols pour sauvegarder nos sociétés, Cahier de propositions n°2)*. Enfin, de manière générale, ce cahier est à lier à toutes les propositions qui touchent à la justice sociale et à l'intégrité de la personne humaine, tels ceux sur *le droit des peuples à se nourrir**, *la précarité et l'exclusion**, *la santé**, etc.

La manière dont ce cahier de propositions sera reçu dans les différents pays où il est publié et lu selon les différents contextes est en soi une épreuve intéressante. Sa parution intervient dans un contexte français relativement tendu, sur des problèmes dont il ne sera d'ailleurs pas directement question ici. C'est au demeurant l'une des raisons pour lesquelles on a choisi de consacrer une partie spécifique au dialogue entre chrétiens et musulmans. Il pourra au moins contribuer à donner plus de perspective aux débats et aux interrogations sur la place des religions dans nos sociétés et les relations entre religion et politique.

Olivier Petitjean

Coordinateur de l'édition française des cahiers de propositions

Introduction :

Une contribution interreligieuse à un monde en changement

A l'aube du XXI^e siècle, nous nous trouvons dans un monde de contrastes extrêmes. D'une part des millions d'éléments d'information sont transmis en quelques secondes à travers l'espace cybernétique, et d'autre part des centaines de millions de gens ne savent encore ni lire ni écrire, et encore moins ce qu'est un octet dans un ordinateur. De plus, tandis que des milliers de milliards de dollars américains sont échangés chaque jour dans des transactions financières partout dans le monde, une grande partie de la population mondiale ne gagne pas même un dollar par jour. La faim et la malnutrition hantent le monde bien que les greniers soient pleins, pour la simple raison que bien des gens n'ont pas d'argent pour acheter la nourriture. Concernant l'environnement, les choses sont encore plus sombres avec la diminution de l'ensemble des ressources en eau, le réchauffement climatique et les difficultés à fournir une qualité de vie décente à une population qui dépasse maintenant largement six milliards d'individus, et dont on prévoit qu'elle dépassera onze milliards à la fin du siècle.

C'est dans cette conjoncture que se sont inscrites les différentes rencontres interreligieuses dont nous rendons compte dans ce cahier de propositions. Un large éventail de traditions diverses – indigènes amérindiens, baha'i, bouddhistes, chrétiens, hindous, juifs, musulmans, sikhs, zoroastriens – était représenté dans nos débats. Ces rencontres ont été organisées dans le but de réfléchir sur ce que pouvait et devait être la réponse des familles religieuses à cette situation, comme contribution à la formulation de stratégies communes sur différents thèmes et avec d'autres groupes sociaux dans le cadre de *l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire* (présentation en annexe).

Nous avons le sentiment très vif que les religions sont appelées, plus que jamais auparavant, à exprimer en paroles et en actes leur engagement et leurs responsabilités et à puiser dans le meilleur de leur tradition pour faire face aux injustices actuelles et à la violence, et pour contribuer à la paix et au futur de l'humanité. Ce faisant, elles devraient se joindre aux mouvements citoyens dans un effort autocritique et constructif de compréhension des enjeux et dans le but de faire face au phénomène appelé "mondialisation", qui se répand partout.

Bien qu'on ait des raisons de penser que la mondialisation n'est pas aussi négative qu'on veut le faire croire, la multiplication des souffrances pour les pauvres reste préoccupante. Des règles commerciales injustes maintenant légitimées d'une manière globale ont abaissé le prix des matières premières et des produits agricoles dans beaucoup de pays en voie de développement, rendant encore plus précaire la situation des démunis. Les principales victimes du processus de mondialisation seront des gens des secteurs inorganisés, petits fermiers, ouvriers et les plus vulnérables parmi les femmes, les enfants et les personnes âgées.

La mondialisation cherche aussi à créer un monde homogène où la diversité n'est payée que de mots. Des valeurs individualistes, souvent agressives, entrent de plus en plus souvent en jeu. Les relations entre les individus et les communautés sont progressivement menées par la cupidité et l'opportunisme, prenant le pas sur l'amour, la compassion et le souci des autres. Tout commence à l'école où les enfants "compétitifs" sont récompensés, et cela continue à l'université et plus tard dans la vie professionnelle. Ceux qui ne se maintiennent pas dans la compétition sont éliminés et considérés comme des ratés. Le sens de ce que signifie être une présence humaine est maintenant limité à l'obtention du succès matériel, tandis que l'amitié, l'engagement éthique et l'épanouissement spirituel sont relégués à l'arrière-plan.

Les familles religieuses sont aussi appelées à considérer les dégâts sérieux infligés à notre planète du fait des émissions de dioxyde de carbone, de la déforestation, du manque aigu d'eau et de la pollution généralisée de l'eau, de l'air et du sol. Bien que les religions aient presque toujours été silencieuses sur ces questions pendant le XXe siècle, il est maintenant clair qu'il y a un lien de symbiose entre la planète et nous, et que nous sommes les intendants de la Terre, non ses maîtres. L'attitude anthropocentrique à l'égard de la Terre et des autres espèces vivantes doit céder la place à la prise de conscience de leur interconnexion et de leur interdépendance. Les autorités religieuses réalisent progressivement que les ressources de la terre sont limitées et que, comme le disait Mahatma Gandhi, il y a assez pour satisfaire les besoins de tous, mais pas la cupidité d'un seul.

Toutes les religions ont porté le souci du bien-être matériel et spirituel des communautés humaines. Elles ont traditionnellement défendu des valeurs d'apaisement et de réconciliation, même si leurs actes n'ont pas toujours été dans ce sens. La protection des défavorisés et des exclus a aussi été une de leurs préoccupations constantes. Les diverses traditions religieuses doivent maintenant reconnaître qu'elles ont à renforcer leur engagement éthique et spirituel pour comprendre les nouveaux défis que les forces de globalisation ont entraînés dans leur sillage et pour imaginer les actions capables de corriger ou de pallier leurs implications délétères, non seulement au niveau des effets visibles, mais aussi des causes structurelles. Il est clair que beaucoup reste à faire à l'intérieur même de chaque tradition religieuse, aussi bien qu'entre elles, puisque une partie de la responsabilité de l'état actuel des choses nous revient, à nous qui avons soit fait des compromis avec le système, soit insuffisamment compris sa dynamique.

Des familles de religion en approches concurrentielles ou interdépendantes vers la construction de la société*

La coopération interreligieuse est une tâche de plus en plus importante mais souvent difficile. Le dernier millénaire a connu de nombreux exemples d'échange interculturel positif et de co-existence sur tous les continents, mais aussi de trop nombreux exemples de conflit et même de génocide commis au nom de la religion. Le siècle dernier a vu le développement d'un dialogue interreligieux dans des domaines allant de l'étude et du discours théoriques et comparatifs chez les intellectuels et les libéraux à la coopération des militants en faveur de la paix et de la justice. Le dialogue est engagé aujourd'hui au niveau international, régional, national et local et peut être axé sur l'approfondissement de la compréhension, le partage de la spiritualité, la préparation d'une action sociale, ou même d'un engagement et d'une lutte politique.

Les dangers physiques et spirituels et l'effet destructeur d'une concurrence violente se font ressentir à travers des traumatismes et des souvenirs historiques encore mal acceptés, mais aussi à travers toute une série de nouveaux conflits dont les racines peuvent être sociales, politiques et économiques mais qui ont trop souvent été exploités et exacerbés par des interprétations tendancieuses des Ecritures ou des enseignements religieux. Dans le passé, ou de nos jours, le fanatisme religieux a touché chaque famille religieuse et reste une menace majeure non seulement en fomentant des formes extrêmes de terrorisme mais aussi en soutenant des attitudes d'ignorance et d'arrogance envers un prochain dont les croyances sont différentes. Une grande partie du dialogue contemporain doit commencer par une autocritique réaliste sur la façon dont les traditions personnelles ont été mal interprétées par leurs propres adeptes et mal comprises par d'autres.

La notion d'interdépendance, de besoin mutuel, a grandi chez les croyants ouverts au dialogue. Il est important de noter que le dialogue s'établit entre des personnes et non entre des systèmes. Il est donc utile de faire référence à des familles de religions pour attirer l'attention sur la nature interpersonnelle du dialogue à l'intérieur et entre ces familles. La signification de cette notion d'interdépendance n'est pas seulement sociale et contemporaine, mais elle repose sur une notion de la tradition religieuse en tant que procédé dynamique cumulé à travers des millénaires ou des siècles, qui ont permis à la sagesse ancestrale d'être assimilée et transmise par des investigations et des engagements contemporains. Le traditionalisme ou le fondamentalisme ne sont pas forcément péjoratifs de même que l'innovation et la modernisation ne sont pas nécessairement tout à fait positives ou prometteuses, en particulier si elles proposent des modèles de construction de société destructeurs des valeurs et des images d'une histoire riche, qui auraient dues être préservées.

Ainsi, le dialogue est non seulement un échange actif entre différentes religions et cultures et une occasion d'aborder différents points essentiels, mais c'est aussi un procédé qui permet d'apprendre du passé, de s'engager

* Section rédigée par John Taylor

dans le présent et de préparer l'avenir. Un dialogue entre différentes familles de religions peut être légitimement introspectif lorsque l'on recherche la réforme et le renouveau dans sa propre tradition, mais il devrait aussi progresser vers de nouveaux domaines pour offrir des contributions religieuses à l'avenir, sur un mode coopératif où la tradition ne prétend pas avoir toutes les réponses mais peut reconnaître son besoin de travailler avec des partenaires pour un monde plus juste et plus pacifique. Il existe donc une interaction vitale entre la réaffirmation des énergies spirituelles dans sa propre tradition et le respect de la spiritualité des autres. Un esprit de respect mutuel peut être le meilleur fondement d'une réconciliation après les conflits et l'injustice et d'une coopération pratique à la construction de la société.

Deux approches s'opposent au sujet des relations entre les familles de religions et la vie des êtres humains ; la première donne priorité aux revendications exclusives de la vérité et aux ambitions de contrôler les structures sociales, mais peut entraîner rapidement à une désillusion et un désintéressement de la religion. La seconde affirme un sens du mystère dans son approche du sacré et peut faciliter une contribution globale et coopérative des religions à la construction de la société.

Exclusivisme et contrôle

Les religions individuelles ont parfois été présentées ou se sont fait comprendre comme une vérité complète et globale ayant l'ambition de contrôler toutes les structures sociales. Elles ont souvent adopté des attitudes concurrentielles ou polémiques envers d'autres religions ou idéologies laïques. Toutefois, avec un désillusion de plus en plus grande envers certaines religions en réponse à leurs manifestations de fanatisme et à cause de la laïcisation des sociétés, qui à son tour fait perdre à la religion son importance sociale, les religions abandonnent souvent leur rôle de régulateur. Et parfois la désillusion entraîne dans son sillage le relativisme éthique, la confusion ou le vide.

La régulation de la société est de plus en plus répartie entre différents domaines spécialisés de connaissances et d'actions humanitaires, et chaque domaine a ses propres principes, procédures et intérêts spécifiques. L'économie, la politique, les représentations, l'écologie etc., chaque domaine a sa propre logique qui le détache des autres et parfois également de la religion. Les hommes et les femmes, à travers leurs différents domaines d'action et l'expression de valeurs divergentes et parfois opposées, exacerbant ainsi leur individualisme, encouragent la concurrence en construisant un monde où la domination est le critère d'action. Les religions aussi peuvent aspirer à la domination quand leur véritable rôle devrait être le service.

Les références et contrôles religieux à caractère exclusif cèdent de plus en plus à des phénomènes d'individualisation et de rationalisation issus de la modernité. Les formes et la substance de la religion la font davantage percevoir comme une construction humaine que comme une révélation divine et les normes qu'elle a établies ne sont plus considérées comme des commandements divins auxquels il faut obéir mais plutôt comme le résultat d'une construction par des procédés sociaux. Les références qui étaient autrefois communes se diversifient et la religion n'est plus une référence

capable de sacraliser une définition unique du présent, des origines et de la destinée de l'humanité. D'une part la religion n'est plus institutionnalisée et d'autre part elle se personnalise. La plupart des hommes et des femmes ne sont plus prêts à accepter un système unique de normes morales : dans de nombreux endroits, les dieux ont beaucoup perdu de leur pouvoir social, ce qui n'empêche pas qu'ils ont toujours une influence pour la préservation des identités communautaires et individuelles.

Ouverture et coopération

Cependant, pour les partisans d'une reconnaissance du phénomène du sacré, ces véritables conditions de perte d'autorité religieuse ou de valeurs religieuses paraissent propices à l'émergence ou au renouveau de la croyance plutôt qu'à son manque de pertinence ou à son absence. La question fondamentale concerne l'absence d'une signification commune qui à son tour donne un sens à la vie, des perspectives pour guider la conduite des hommes et des femmes et l'avenir du monde. Pour les avocats de la pertinence de la religion, la question n'est pas de renverser la croyance utopique et aveugle dans le seul rationalisme, tel qu'il est représenté et exprimé par la domination de la science et de la technologie. Ils ne croient pas non plus que le retour des dieux signifie un retour à toutes les anciennes pratiques religieuses. Au contraire, ils proposent à la religion un rôle plus modeste et plus coopératif, fondé sur l'ouverture autocritique aux idées et aux personnes, sur la coopération entre les religions et sur la coopération entre croyants et non-croyants.

En effet, c'est parfois le rationalisme lui-même qui conduit maintenant les hommes et les femmes à se poser de nouvelles questions. Confrontés à de nouvelles situations, à des défis ou des menaces, les hommes et les femmes réalisent qu'ils ne peuvent pas vivre sur la raison seule, et expriment alors leur besoin d'expliquer et de redécouvrir ou de redéfinir leur religion. Aujourd'hui, les nouveaux défis auxquels est confrontée l'humanité sont importants en quantité et en qualité. La religion peut être reconstruite différemment. La religion peut s'accommoder du pluralisme et du changement au fur et à mesure des progrès de la connaissance et au fur et à mesure que le monde change. Les hommes et les femmes cherchent dans la religion des références stables sur l'avenir matériel et spirituel de l'humanité et du monde. Accoutumés à considérer la religion comme le mode sur lequel ils s'adressent à Dieu ou méditent sur l'absolu, ils reformulent leur religion de manière à ce qu'elle offre des modes sur lesquels ils puissent s'adresser à leurs frères humains et à leur monde. Le concept de religion soulève ainsi les questions fondamentales sur la paix, la justice, la pauvreté, l'énergie nucléaire, l'environnement, etc.

Il est clair que les principales idéologies du XXe siècle ont perdu de leur légitimité absolutiste, créant un vide pour beaucoup de gens, qui recherchent de nouveaux paradigmes idéologiques. Quelque chose d'inattendu se produit en même temps que la mondialisation économique et culturelle : cette dernière se trouve confrontée à des mouvements pour "reconstruire les identités". La religion est une des façons de construire des nouvelles identités de communauté face à une mondialisation anonyme. Le renouveau religieux se

manifeste par une réaction à la perte d'identité, de sens de structures symboliques rassurantes causée par l'arrivée rapide de nouvelles structures sociales. Ceux qui défendent ce point de vue pensent que le retour de la religion est, d'une part, une réaction contre l'individualisme, le scientisme, le consumérisme capitaliste et le relativisme moral. D'autre part, ils veulent que ce retour soit une affirmation du respect du droit aux différences dans le choix et l'affirmation de l'identité. Ils désirent que les valeurs spirituelles mobilisent de nouvelles énergies coopératives pour relever de nouveaux défis et donner un nouveau sens à un monde d'unité dans la diversité.

Le dialogue interreligieux au sein de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire*

Si le dialogue interreligieux au sein de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire n'a véritablement pris forme qu'en 1999 avec la rencontre de Genève, l'histoire est en fait beaucoup plus longue. Elle remonte aux origines de l'Alliance, au travail du groupe de Vézelay entrepris en 1986, et a été ponctuée d'interrogations, d'interpellations, de dialogues et d'initiatives (voir la présentation de l'Alliance en annexe).

Dès 1987, lorsque le groupe de Vézelay a pris conscience de l'ampleur des mutations qui attendaient le monde au cours des prochaines décennies, lorsqu'il a pressenti que ces mutations ne seraient pas seulement économiques, techniques ou politiques, mais renverraient à la mise en cause d'une vision du monde autour de laquelle s'était construite la modernité au cours des deux derniers siècles, il lui a semblé nécessaire d'ouvrir le dialogue avec des responsables religieux pour comprendre comment eux, de leur côté, percevaient ces mutations.

Le groupe de Vézelay, à son origine, était parti du constat du silence des intellectuels face à une évolution du monde qui ne rentrait plus dans les schémas traditionnels du débat politique, entre capitalisme et communisme. Ce silence, on le retrouvait aussi du côté des dirigeants religieux. Et ce fut le point de départ du travail que de se demander pourquoi les grandes familles religieuses semblaient relativement muettes dans leur vision de l'avenir, au-delà de grandes proclamations. Enraciné dans la francophonie, le groupe de Vézelay a commencé le dialogue avec les familles religieuses chrétiennes occidentales, catholiques ou protestantes. Dans les deux cas, il a insisté sur la nécessité de la prise de parole, sur un certain devoir de vision ou de souffle prophétique. Assez vite, il a vu les limites des démarches existantes. Tout se passait comme si les familles religieuses chrétiennes, encore marquées par les ambiguïtés passées du rapport entre églises et pouvoirs redoutaient de s'exprimer sur des domaines complexes où elles ne souhaitaient pas apparaître comme obscurantistes ou totalitaires, en particulier vis-à-vis des développements scientifiques et techniques. Peut-être faut-il parler d'une certaine forme d'inhibition renvoyant les églises chrétiennes à un discours sur les mœurs et sur l'éthique personnelle, les autres domaines tels que

* Cette section a été mise en forme à partir d'un texte de Pierre Calame.

l'orientation des sciences et techniques ou le changement de modèle de développement paraissant trop aventureux.

C'est aussi pourquoi le groupe de Vézelay a prêté beaucoup d'attention et d'intérêt à la fin des années 1980 à l'initiative "Justice, paix et sauvegarde de la création" du Conseil Œcuménique des Eglises, qui réunissait, de façon profondément originale, les différentes familles religieuses chrétiennes en une réflexion commune sur les rapports entre humanité et biosphère, entre les êtres humains et l'ensemble de la création. Le groupe de Vézelay fut ainsi présent à la rencontre européenne de Bâle en 1989 (organisée par la Conférence européenne des églises) et à la rencontre mondiale de Séoul en 1992 (organisée par le Conseil Œcuménique des Eglises). Malheureusement, cette initiative est restée relativement en marge du fonctionnement général des églises. Le travail mené à Séoul a été somme toute assez limité et les suites n'ont pas été à la hauteur des espérances.

Lorsque l'Alliance proprement dite est née en 1994, le souci d'un véritable dialogue interculturel est devenu omniprésent et débouchait nécessairement sur le souci d'un dialogue interreligieux beaucoup plus large. C'est pourquoi l'Alliance s'est aussi impliquée dans le cycle des rencontres de Klingenthal organisées par Jean-Pierre Ribaut et la Fondation Goethe. Ces rencontres de Klingenthal ont abordé successivement, entre 1995 et 2001, et sous l'angle du dialogue interreligieux la question de l'ensemble de la biosphère (l'usage de la terre), l'eau, les sols, les forêts et les animaux. Les propositions et engagements qui en résultent cherchent à montrer comment les différentes religions peuvent favoriser, ensemble, des attitudes de respect pour la nature en vue d'établir une harmonie entre l'humanité et son environnement (voir *infra* la partie "Ecologie, éthique et spiritualité"). Cette démarche illustre la nature du dialogue interreligieux mené dans le cadre de l'Alliance. Il s'agit moins pour les différentes familles religieuses d'échanger sur leur vision du monde ou du divin que de confronter leur regard et leurs perspectives sur les défis communs de l'humanité.

De même, au printemps 1999, à l'occasion du Forum mondial sur la paix qui s'est tenu à La Haye, nous avons proposé à la Conférence mondiale des religions pour la paix d'organiser en commun un atelier de travail sur les religions et la paix avec des croyants de différentes familles religieuses du monde entier. Les participants ont axé leur travail sur des questions liées aux responsabilités des religions dans la construction de la paix. L'un des éléments des plus importants a été l'analyse des liens possibles entre religion et violence. Comment telle ou telle religion peut, dans des circonstances bien précises, être utilisée pour mobiliser des populations vers la violence, pour justifier la guerre, etc. (voir *infra* la partie "La violence et la construction de la paix").

Puis ce fut, en septembre 1999, à Genève, la rencontre interreligieuse organisée directement par le collège interreligieux de l'Alliance et consacrée à la réflexion sur une Charte éthique commune. Les participants ont privilégié les questions liées à l'impératif éthique dans un monde bouleversé et traversé par des courants qui menacent l'humanité. Ils ont cherché à poser la question de la nécessité d'une éthique commune à l'humanité qui puisse, d'une part, fonder des principes d'action d'opposition à tout ce qui va contre la liberté, la

dignité, la justice, etc., et d'autre part, inspirer des formes d'action concrètes pour la construction de sociétés où chaque homme puisse s'épanouir. De nombreuses contributions religieuses avaient été faites sur l'éthique de la gestion de la planète depuis la préparation du Sommet de la Terre à Rio en 1992. La spécificité de la rencontre de Genève était d'inviter les différentes familles religieuses non pas à énoncer des principes éthiques applicables à d'autres mais de formuler les principes devant guider leurs propres responsabilités. Ainsi, les différentes familles religieuses ne sont pas traitées comme les spécialistes de l'éthique mais, à l'instar des autres milieux sociaux et professionnels, chercheurs, chefs d'entreprise, paysans, etc., engagées à énoncer les responsabilités qui découlent de leur savoir et de leur pouvoir. Le parti pris a donc été de traiter les dirigeants religieux non comme une catégorie à part, mais comme un milieu social et professionnel (ou "collège") portant un regard sur le monde et reconnaissant ses responsabilités face au monde. Ces responsabilités découlent très directement de leur pouvoir d'influence (1).

La rencontre interreligieuse de Bossey en août 2001 a constitué la seconde étape du collège : le dialogue sur les défis du monde de demain. Ce faisant, les familles religieuses furent invitées à dialoguer mais sur un registre différent du registre habituel : en s'exprimant sur leurs propres responsabilités et en prenant parti sur les défis communs de l'humanité ; en partant de leur expérience concrète mais aussi en étant invitées à retrouver un souffle prophétique. La question éthique a constitué le cadre de référence pour aborder des questions aussi objectives qu'urgentes : les inégalités et les pauvretés scandaleuses produites par le système économique actuel, les difficultés et les conflits liés au pluralisme culturel et religieux, les phénomènes de violence et de guerre qui continuent à faire s'affronter les hommes entre eux, la question de l'alimentation et de la faim dans le monde, des questions liées à la santé, notamment la pandémie du sida, etc. Deux approches fondamentales ont constitué l'arrière-plan des propositions issues de ce séminaire. D'une part, les familles religieuses considèrent qu'il faut toujours partir des plus démunis et de ceux qui souffrent, dans une attitude de compassion solidaire. D'autre part, elles affirment que leurs démarches ne sont ni sociologiques, ni économiques, ni politiques, mais profondément et authentiquement spirituelles.

L'exercice difficile était à plus d'un titre. Tout d'abord, les représentants des familles religieuses qui acceptent de participer à ce type de rencontre sont par définition ouverts au dialogue avec d'autres ; le principal défi de chacune d'elles aujourd'hui est de dialoguer avec leur propre fondamentalisme. Seconde difficulté, notamment en Occident, la modernité s'est construite sur la distinction entre le sacré et le profane, entre le service de Dieu et la gestion de la société. Après des siècles où les églises ont prétendu gérer les affaires de la cité ou tout au moins les influencer de façon souvent autoritaire, un nouvel équilibre s'est créé en rendant à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu. Mais il en résulte un paradoxe : malgré le pouvoir intellectuel, économique et social détenu par des membres des différentes familles religieuses, une certaine incapacité à traiter du point de vue d'une sensibilité religieuse les défis temporels de la société d'aujourd'hui. Il existe de très nombreux savants, chefs d'entreprise, financiers ou hauts fonctionnaires revendiquant leur identité chrétienne ou juive mais leurs talents sont rarement

mobilisés et mis en réseau du point de vue de leurs convictions religieuses. Le collège de l'Alliance contribue, de façon modeste mais réelle, à élaborer une réflexion interreligieuse sur les défis de l'humanité d'aujourd'hui. Au stade où il en est, on peut seulement parler d'un premier pas dans cette direction.

L'élaboration du présent document

Le collège interreligieux ne doit pas être considéré comme une institution, mais comme une dynamique. Entre 1995 et 2001 se sont développés plusieurs processus distincts visant à instaurer, petit à petit, une interactivité entre plusieurs acteurs et réseaux. Ils avaient pour point commun une volonté de réfléchir et débattre sur les responsabilités des familles religieuses à l'égard de l'humanité, associant différentes familles religieuses des cinq continents. Ce sont ces processus, dans leur diversité, qui se sont combinés mutuellement au sein de l'Alliance.

Ce cahier de propositions ne pouvait que refléter cette multiplicité de sources. S'il reste structuré autour des résultats de la rencontre de Bossey d'août 2001, qui a constitué à bien des égards un moment de synthèse des différents apports antérieurs (voir la partie "Responsabilités et engagements des familles religieuses pour le futur de l'humanité"), il reprend également les réflexions et propositions issus de rencontres antérieures, qui valent par elles-mêmes, ainsi que d'autres textes et actes de rencontres rédigés ultérieurement pour approfondir la réflexion du séminaire de Bossey, et qui relèvent d'une perspective et d'un effort similaire. D'où l'ajout de trois parties supplémentaires ("La violence et la construction de la paix" ; "Ecologie, éthique et spiritualité" ; "Alliés dans le dialogue...") qui précisent certains des thèmes dégagés dans le texte issu de Bossey.

Le présent document constitue une tentative de mise en forme de ces différents textes, rédigés par des individus ou par des collectifs. Une première version, élaborée par Jean Fischer, John Taylor et Henri Bauer, en avait été préparée pour l'Assemblée mondiale des citoyens organisée par l'Alliance à Lille en décembre 2001. Elle a été remaniée en vue de cette publication. Lorsqu'une section a été rédigée par un auteur unique, son nom est indiqué en note. Les textes émanant de collectifs ou issus de rencontre sont explicitement signalés dans le titre ou dans le texte. A signaler enfin que nous avons souhaité maintenir le caractère de discours "direct" du document issu de la rencontre de Bossey, et le sujet "nous", afin de préserver l'inspiration initiale de ce texte qui se voulait une expression commune des familles religieuses en tant que telles. Par contre, les textes des parties suivantes, qui sont le plus souvent des résumés, sont énoncés de manière plus impersonnelle.

Les propositions présentées ici sont donc très diverses. En maintenant cette diversité, notre souhait est de montrer qu'elles ne sauraient être dissociées ni autonomes les unes des autres, mais qu'elles sont interactives et complémentaires. Elles constituent une sorte de chorale, où des voix différentes se rencontrent et s'enrichissent mutuellement, illustrant bien la diversité des religions ainsi que les différents domaines d'action que les familles religieuses entreprennent dans le monde d'aujourd'hui.

Au sein d'un mouvement interreligieux beaucoup plus vaste...

Il est également important de souligner, pour finir, que les activités développées au sein du collège interreligieux de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire s'inscrivent dans un mouvement de dialogue et d'engagement interreligieux beaucoup plus vaste.

Les textes que nous présentons ici ne peuvent donc en aucun cas être séparés de ce contexte plus général. C'est pourquoi nous devons mentionner une série de documents et d'événements qui nous ont servi de référence autant théorique qu'historique, et qui illustrent l'ampleur de cette dynamique :

* "Paix et Justice. Premier Rassemblement Œcuménique Européen de Bâle" (Bâle, 1989) et "Réconciliation, don de Dieu et source de vie nouvelle. Documents du Deuxième Rassemblement Œcuménique Européen à Graz" (Graz, 1998).

<http://www.cec-kek.org>

* "Vers une éthique globale". Conseil pour un Parlement des Religions du Monde. Déclaration de Chicago, 1993. Rencontre du Parlement des religions du Monde au Cap, 1999.

<http://www.cpwr.org>

* "Charte de l'Organisation des Traditions Unies". Réunion de représentants mondiaux autour du Dalaï Lama (France, 1997).

<http://www.unitedtraditions.org/>

* "Projet d'éthique universelle". Document du département de Philosophie et de Morale de l'Unesco, UNESCO, septembre 1999.

<http://www.unesco.org/opi2/philosophyandethics/intro.htm>

* "Déclaration de la 7^e Conférence Mondiale des Religions pour la Paix" (Amman, Jordanie, 1999).

<http://www.wcrp.org> ou <http://www.religionspourelapaix.org>

* "Charte Interreligieuse" élaborée par une vingtaine de participants à l'Assemblée Interreligieuse de l'année du Jubilé du Vatican. Le Vatican, 2000.

* "Charte de l'Initiative des Religions Unies". Sommet de Pittsburgh, juin 2000.

<http://www.uri.org/>

* "Compte-rendu du Sommet du Millénaire des Chefs Spirituels et Religieux". Sommet organisé par le Secrétaire Général des Nations Unies, New York, août 2000.

<http://www.millenniumpeacesummit.org>

* "Figures Nouvelles du Travail des Religions pour la Paix". Colloque du 11 et 12 février 2001 à l'UNESCO. Conférence Mondiale des Religions pour la Paix, Paris, 2001.

<http://www.wcrp.org>

* "Lignes directrices sur le dialogue et les relations avec les autres religions".
Conseil Œcuménique des Eglises, 2002.
<http://www.wcc-coe.org>

Responsabilités et engagements des familles religieuses pour le futur de l'humanité

(séminaire de Bossey, août 2001)

C'est dans un esprit de compassion, de compréhension mutuelle et d'engagement pour la paix, inspirés par nos conceptions respectives de la vérité et par notre existence commune dans toute notre diversité de culture, langue et histoire que nous, membres des familles religieuses, nous sommes rencontrés.

Nous proclamons les liens universels qui unissent nos cœurs, nos esprits et notre destin en tant qu'habitants de la Terre à l'aube du XXI^e siècle.

Nous avons cherché à répondre pacifiquement aux forces de violence, haine, cupidité et destruction qui menacent l'humanité et les générations futures.

Nous nous engageons solennellement à maintenir notre alliance et notre collaboration dans nos efforts pour rendre le monde moderne plus aimant et plus aimable, en accord avec les lois originelles de nos traditions religieuses.

Nous avons essayé de respecter les enseignements particuliers de nos traditions religieuses respectives, mais aussi de reconnaître nos points communs, aussi bien que notre responsabilité pour établir des passerelles avec nos voisins laïcs et les engager dans l'effort commun.

Ayant cherché à être solidaires avec les nombreux domaines de souffrance de l'humanité dans le passé, le présent et le futur, nous, familles religieuses, sommes conscientes que c'est notre devoir de rechercher des propositions qui puissent servir de modèles pour aider à réaliser la justice, parvenir à un monde plus durable et un sens commun de l'humanité.

Responsabilités communes pour le futur de l'humanité

Nos discussions sont parties d'une prise en compte des réalités et des implications du phénomène actuel auquel on se réfère généralement par le terme de "globalisation". La globalisation peut être comprise comme un système de forces économiques et culturelles qui évolue continuellement et comme une nouvelle forme de développement fonctionnant au-delà des démarcations et des frontières traditionnelles. Nous avons admis que, parmi les multiples dimensions de la globalisation, certains éléments sont valables et devraient être développés et adaptés de manière à s'appliquer à toute une

série de contextes culturels. D'autres éléments, cependant, en particulier ceux qui encouragent les injustices sociales et la dégradation de l'environnement, devraient être identifiés et remis en cause.

Il nous est apparu en conséquence que notre tâche consistait à développer un ensemble de propositions et de recommandations particulières fondées sur notre compréhension de la contribution que les différentes familles religieuses sont capables d'apporter à la lutte contre les implications négatives de la globalisation. En d'autres termes, en partant de notre diversité religieuse, nous nous sommes efforcés de combattre l'injustice générale et structurelle, en gardant toujours à l'esprit notre responsabilité commune pour la santé de la planète. Comment, nous sommes-nous demandé, des efforts coopératifs peuvent-ils être déployés, à la fois au niveau du particulier et du général, pour développer des moyens en conformité avec les éléments spirituels de nos traditions religieuses pour faire face à l'impact de la globalisation ?

Les engagements et les propositions que nous avançons sont donc basés sur une approche nuancée des phénomènes liés à la globalisation, et cherchent à renforcer ou promouvoir ses aspects positifs tout en corrigeant ou combattant ses aspects négatifs. Par exemple, nous avons reconnu un aspect positif de la globalisation dans la prise en compte croissante des droits et des responsabilités des femmes, tout en insistant en même temps sur le fait que les valeurs occidentales ne peuvent être imposées dans un contexte non occidental. Nous avons noté l'aspect positif de l'augmentation de l'usage de l'anglais, comme langue de communication universelle, tout en admettant que l'anglais a été et peut toujours être un outil de colonisation. Nous avons par conséquent affirmé que le plurilinguisme doit être encouragé. Nous avons compris que le développement de formes communes de communication et d'échanges entraîné par la globalisation ressortit à des valeurs importantes, et qu'en même temps il est nécessaire de favoriser et de promouvoir le maintien des "identités" de groupe et individuelles.

Engagements pour le futur de l'humanité

Plusieurs enjeux spécifiquement liés aux religions sont apparus dans notre discussion au sujet de la globalisation. Entre autres : la nécessité de définir clairement ce que nous entendons par pluralisme, l'accent sur les ressources spirituelles de nos traditions religieuses, et l'importance de l'éducation. Les engagements qui en découlent sont donc liés entre eux, et constituent ensemble la base de la reconnaissance de la responsabilité des communautés religieuses dans la société globale d'aujourd'hui.

Engagement pour le pluralisme

La dimension la plus évidente du pluralisme est la prise de conscience du fait qu'il n'existe tout simplement plus de communautés homogènes, même dans le cas des familles religieuses. Aussi sommes-nous confrontés à la question de savoir comment reconnaître le pluralisme et le traiter non seulement entre les

différentes traditions, mais au sein même de nos religions particulières. Nous reconnaissons l'importance des deux dimensions du pluralisme : comme réalité et comme idéologie. C'est-à-dire que d'un côté le pluralisme se réfère simplement au fait que nos sociétés, orientales et occidentales, deviennent de plus en plus diverses dans leur composition et qu'il faut trouver des moyens de gérer cette diversité. Pour éviter la confusion, on désigne parfois cette réalité par le terme de "pluralité" plutôt que de pluralisme. La seconde manière de manière de comprendre le pluralisme est de le considérer comme une idéologie qui soutient et encourage cette sorte de diversité, en admettant qu'elle peut être interprétée et utilisée au profit de l'humanité et de la prise en charge de la Terre.

L'information et la communication au sujet du pluralisme religieux doivent donc être encouragées, à la fois entre les différentes croyances et à l'intérieur même des religions. Ceux qui, à l'intérieur de chaque religion, voient l'intérêt d'une approche ouverte vers les autres traditions religieuses doivent en particulier faire des efforts déterminés et répétés pour engager le dialogue avec les membres de leur propre religion qui sont intimement persuadés qu'une telle ouverture est erronée. Nous reconnaissons que le phénomène du pluralisme est difficile pour certains parce qu'il les place personnellement dans une situation vulnérable ou même périlleuse.

Engagement pour la spiritualité

Nous constatons avec préoccupation que les processus de globalisation conduisent souvent à délaisser le sens moral et les valeurs éthiques traditionnelles, et à une sorte de "déification" des mécanismes de marché aux dépens des idéaux religieux et spirituels. Nous avons le sentiment que c'est le devoir des familles religieuses d'injecter une "dose de spiritualité" dans les processus qu'entraînent, par exemple, le développement des nouvelles technologies.

Par conséquent, nous exhortons les différentes traditions religieuses du monde à retrouver leurs propres racines spirituelles à travers leur histoire et leur enseignement, et spécialement les éléments spirituels qui encouragent la paix et la convivialité harmonieuse. En découvrant nos enseignements spirituels respectifs et en commençant à les appliquer au contexte des conditions de vie du monde actuel, nous serons capables de les partager avec les autres. Dans cette démarche de partage et d'apprentissage, il se peut que nous parvenions à créer une nouvelle attitude d'ouverture et de coopération. Nous insistons pour que la pitié et la compassion soient considérées comme un facteur commun de compréhension mutuelle.

Ce processus de la découverte de nos racines spirituelles et de nos éléments spirituels communs se doit d'associer autant de jeunes de nos différentes cultures que possible. Nous constatons en effet que parmi les effets secondaires de la globalisation, il y a souvent la mise à l'écart par les jeunes des valeurs et fondements traditionnels, parfois remplacés par des conduites délinquantes et des pratiques mortifères. Nous insistons donc pour qu'on cherche en priorité des voies dans lesquelles on puisse s'engager avec les jeunes, et qu'on les aide à s'engager les uns envers les autres, dans des

contextes trans-traditionnels et trans-culturels, sur des fondements spirituels et des valeurs communes.

Nous reconnaissons aussi l'importance d'encourager des types de prières, de méditation et de rites qui puissent nous aider à nous soutenir mutuellement dans notre travail pour atteindre un niveau de compréhension et d'interaction spirituelles plus profond.

Engagement pour l'éducation

Plusieurs de nos résolutions reposent sur le constat qu'il est nécessaire de développer des méthodes diverses d'éducation nouvelle et de les employer pour faciliter une meilleure compréhension de nous-mêmes et de nos différences. Une grande partie de l'incompréhension, et par suite de la mauvaise interprétation des religions, vient de ce que les gens ont des informations fausses ou inexactes sur les croyances et les pratiques.

Nous proposons les stratégies générales suivantes :

* Attention à l'égard de l'enseignement qui se fait à l'intérieur de nos traditions respectives, incluant des modes aussi différents que les homélies, l'éducation religieuse pour les adultes et les enfants, etc.

* Attention au sujet des livres et des programmes d'étude dans les écoles publiques, en invitant toutes les communautés religieuses concernées à contribuer à ce que soit dispensé un enseignement précis et honnête sur à la fois les doctrines religieuses et les idéologies laïques. (Quelques participants ont pensé qu'il serait possible d'introduire un enseignement sur la culture de la paix, dont le contenu serait défini par les Nations unies, et serait modulable pour qu'on puisse l'adapter au programme de toutes les écoles à travers le monde).

* Attention de la presse et des autres médias à ce qu'ils prennent leurs responsabilités en ce qui concerne les reportages qu'ils produisent ou diffusent, en s'opposant à ceux qui encouragent les stéréotypes et les préjugés. Nous devons trouver des moyens de pénétrer les médias de masse au niveau local, national et international de manière à ce que l'information diffusée soit précise, c'est-à-dire de manière à développer une sorte d'"éthique du journalisme" qui implique une approche plus objective exprimant plusieurs points de vue.

Engagement à guérir la mémoire des événements passés

La plupart des lieux de conflits actuels, particulièrement ceux qui impliquent des luttes entre peuples et entre confessions, entraînent avec eux une longue histoire de tensions et les parties en présence dans le conflit interprètent de manière très différente les événements.

Nous devons nous assurer que ces souvenirs opposés et ces visions différentes de l'histoire puissent s'exprimer, dans une écoute et un récit mutuels, nécessaires pour pouvoir avancer vers l'apaisement et la réconciliation, et parvenir à une paix authentique.

Les communautés religieuses ont la responsabilité de fournir des cadres dans lesquels ces souvenirs et ces interprétations seront partagés, sinon pleinement reconnus, et dans lesquels des modes de communication se développent qui puissent initier le processus de pardon et de réconciliation. Avant de pouvoir établir la paix, il faut que les injustices commises soient reconnues, de quelque manière qu'elles soient interprétées, et cet apaisement pour toutes les parties en présence est une première étape essentielle.

Engagement pour une nouvelle vision de l'humanité

Sachant que la plupart des hommes de foi cherchent un renforcement spirituel dans les sources religieuses et culturelles traditionnelles et s'attendent à l'y trouver, les communautés religieuses sont appelées à renforcer la dimension personnelle de leur compréhension de l'être humain. Cette fonction de la foi religieuse est particulièrement importante dans des situations de transformation économique et sociale accélérée, et aussi dans la vie d'hommes et de femmes concernés par le phénomène de l'immigration (nous constatons que l'augmentation des migrations humaines est l'un des faits les plus représentatifs de notre époque).

Ce processus de renforcement spirituel doit être mené dans un esprit de renouveau et d'ouverture à d'autres visions de l'être humain. La promotion d'une nouvelle vision de l'humanité, fidèle aux enseignements fondamentaux de nos traditions respectives et pourtant sensible aux réalités de la culture moderne, est essentielle pour aider les jeunes, avenir de notre monde, à trouver des bases solides dans la responsabilité éthique commune.

Propositions

En tant que membres des familles religieuses, nous reconnaissons et acceptons nos responsabilités globales pour l'avenir de l'humanité et nous chercherons séparément et ensemble à assumer les engagements qui pourraient être pris pour la mise en œuvre de nos différentes valeurs, méthodes et visions communes. Nous cherchons à rendre ces responsabilités et engagements plus concrets en proposant les recommandations suivantes. Nous rappelons que ces propositions ont émergé de l'ensemble de nos discussions au sujet des responsabilités et des engagements des familles religieuses pour le futur de l'humanité. Par conséquent, nous insistons à nouveau sur les liens étroits entre ces propositions et les thèmes directeurs qui ont structuré nos échanges : la globalisation, le pluralisme dans la société et le maintien de la paix.

1. Violence

Engager les membres de toutes les traditions religieuses à entreprendre une analyse sérieuse de la violence (directe, structurelle et culturelle) dans la réalité historique et dans nos textes et nos théologies respectives, de manière à développer des stratégies spécifiques pour contrer la pratique d'actions violentes et encourager dans les cas appropriés une attitude de non violence.

En tant que croyants, nous reconnaissons notre part de culpabilité dans perpétuation d'une violence incessante, à la fois dans le passé et dans le monde contemporain. En tant qu'hommes religieux, nous devons assumer notre responsabilité pour les actes de violence commis dans notre tradition et en son nom, tout autant que nous dénonçons les actes des autres. Travaillant sur le postulat, partagé par notre groupe, que la non violence est préférable à la violence et que la paix est préférable à la lutte, nous nous sommes évertués de trouver des moyens d'assumer pleinement nos responsabilités respectives aussi bien que d'envisager des manières de promouvoir des modes non violents d'interaction humaine. Par conséquent, nous proposons tout d'abord un travail d'introspection, deuxièmement de développement des stratégies communes, et troisièmement la valorisation par tous des solutions non violentes.

Comme nos traditions religieuses ont des approches différentes de la question de la violence, nous demandons instamment que quelques-unes des questions suivantes soient examinées avec un esprit critique :

- * Les religions théistes présentent-elles le divin comme emporté et violent et, si oui, dans quel but ?
- * Quel rôle légitime le concept de "guerre juste" ou de "guerre sainte" a-t-il dans nos traditions, et comment peut-il être réinterprété pour servir le bien commun ?
- * Plusieurs religions, y compris le Judaïsme, le Christianisme et l'Islam, ont admis l'éventualité d'une guerre juste à certaines conditions, et ont reconnu le droit d'un individu ou d'une communauté à se défendre physiquement s'il n'y a pas d'autre moyen possible. Etant donné que la dynamique sociale des situations particulière est souvent ambiguë, quelle distinction peut-on faire entre l'agression et l'autodéfense, et dans quelles conditions ces solutions peuvent-elles se justifier ?
- * Comment pouvons-nous commencer à envisager le fait que dans la majeure partie du monde aujourd'hui la violence est pratiquée au nom de la religion ?
- * Y a-t-il un bon usage de la violence ?
- * La démilitarisation nationale (comme par exemple c'est le cas au Costa Rica) est-elle un idéal vers lequel les communautés religieuses veulent engager leurs gouvernements à travailler ?

Plusieurs des conflits les plus douloureux de notre époque ne peuvent se résoudre simplement en essayant de forcer les parties en présence à cesser de se battre sans régler les questions sous-jacentes de justice et de vérité. *On ne peut faire la paix sans que soient reconnues d'une manière suffisante (sinon mutuellement), les causes profondes du conflit.* Il faut faire des efforts pour déterminer la vérité ou les vérités d'une situation, pour envisager les injustices sous-jacentes, avant qu'il puisse y avoir la possibilité d'un compromis.

Notre groupe a aussi reconnu l'urgence de ne pas seulement (a) analyser et comprendre les conflits passés, et (b) travailler à résoudre les conflits présents,

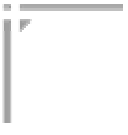
mais aussi (c) d'aller vers une attitude préventive qui puisse anticiper les futurs conflits potentiels, les prendre en charge et, on peut l'espérer, les éviter. Concernant cette dernière préoccupation, nous insistons sur l'importance d'une action à plusieurs niveaux. Localement, nous insistons sur la promotion de la résolution des conflits, de l'éducation à la médiation et à la paix dans les communautés religieuses et par le biais de l'éducation publique, en donnant aux élèves des occasions d'expériences pratiques de médiation dans leur environnement scolaire. Sur le plan national, nous conjurons les hommes religieux de plaider en faveur du processus de désarmement et de démilitarisation, et de s'opposer fortement au gâchis qu'occasionnent les dépenses militaires en lieu et place des dépenses de développement. Aux deux niveaux, national et local, nous soulignons l'importance primordiale de militer contre le commerce d'armes légères et leur multiplication dans la société civile.

En particulier, nous insistons sur la nécessité d'étendre la sphère de l'action interreligieuse sur la question de la violence. Les communautés religieuses doivent imaginer des moyens de travailler ensemble à l'encouragement de méthodes non violentes de résolution des conflits dans les situations de guerre et de violence.

Des efforts concertés doivent être faits pour régler tous les conflits existants pacifiquement et équitablement, en suivant un calendrier préétabli. Ces efforts doivent inclure la démilitarisation, le désarmement, un autre type de défense, l'éducation à des moyens d'action non violents et méthodes pacifiques de résolution des conflits. Nous devons reconnaître le travail que des groupes pacifistes de diverses traditions religieuses (tels que les Quakers) ont accompli depuis longtemps, aussi bien que le travail des mouvements pour la paix et la non violence encouragés par les programmes scolaires d'éducation à la paix ; nous devons tirer les enseignements de ce travail et nous appuyer dessus aussi bien que coopérer avec ceux qui ont eu cette sorte d'expérience. Nous approuvons l'initiative du Conseil Oecuménique des Eglises "*Décennie pour vaincre la violence*" (2) et incitons d'autres groupes religieux à prendre ce type d'initiatives.

De plus, nous en appelons à nous-mêmes et les uns aux autres pour travailler à la cicatrization des traumatismes de guerre, à la résolution et à la prévention des conflits, pour rompre le cercle vicieux des traumatismes de guerre et du désir de vengeance, à la guérison des souffrances physiques et psychologiques, pour fournir une aide aussi bien psychologique que physique à ceux qui ont besoin de récupérer de conflits longs et destructeurs. Ce travail doit se faire à deux niveaux : (a) une recherche critique sur les implications de l'association de la religion et de la violence, cherchant à combler le fossé entre le monothéisme, les traditions religieuses orientales et la sagesse indigène, et (b) garder le contact avec les communauté de base et les membres de la base dans toutes les traditions religieuses.

En particulier, nous proposons que les communautés religieuses imaginent des manières de travailler ensemble pour combattre l'usage excessif de la violence dans les médias, y compris la télévision, la vidéo, les jeux électroniques et autres formes de "divertissement", d'autant plus qu'il a été prouvé que cette violence a des effets sérieux sur la santé physique et psychique des enfants.



2. Santé

Dans le domaine général de la santé, trois points spécifiques nous ont retenus : (a) Encourager une plus grande prise de conscience des différents aspects du Sida, en s'attachant à la fois aux causes et au traitement potentiel, pour prendre en charge les inégalités structurelles souvent liées au traitement, et promouvoir une attitude de compassion envers ceux qui vivent avec le Sida ou sont séropositifs ; (b) Etre de plus en plus vigilants aux conditions de travail, à la santé mentale et au bien-être des employés locaux des multinationales ; (c) Développer des stratégies au service d'une alimentation saine, dans les domaines de la production, la distribution de nourriture et des habitudes alimentaires.

Constatant que la santé a plusieurs dimensions – physique et psychologique, individuelle et planétaire –, nous reconnaissons la responsabilité des hommes religieux d'étudier le lien entre la religion et les différentes formes de bien-être et de prendre des initiatives susceptibles de favoriser ce bien-être. Ce qui engage au moins trois propositions.

La première concerne l'extension du Sida, qui est l'un des problèmes les plus graves de l'humanité aujourd'hui. Nous voyons que nombre de recherches sérieuses sont entreprises par des chercheurs sur les causes, l'extension et le traitement possible de la maladie, et nous demandons que les religions se servent des résultats de ces recherches pour favoriser une meilleure prise de conscience et une meilleure information du peuple.

Précisément, nous demandons que les membres de nos communautés soient plus conscients des nombreux aspects du Sida et de la séropositivité, ce qui inclue une meilleure compréhension générale des nombreuses voies de contamination de la maladie et l'ensemble des possibilités de traitement.

Nous constatons que des injustices structurelles sont infligées à des gens vivant avec le Sida et la séropositivité, et nous insistons sur le fait de prendre en compte ces injustices et de rendre le traitement disponible d'une manière plus équitable. Nous reconnaissons l'importance de situer la discussion sur le Sida et la séropositivité dans le contexte de la question de la santé comme un droit de l'homme, menacé aujourd'hui par la privatisation des services de santé et l'exploitation par les laboratoires pharmaceutiques de ceux qui ont des revenus insuffisants. Enfin, nous soulignons la nécessité de prendre en charge le préjudice et l'incompréhension qui entourent souvent la question du Sida et de la séropositivité, et demandons instamment que ceux qui vivent avec la maladie soient traités avec compréhension et compassion.

La seconde proposition concerne les conditions de travail inadaptées et malsaines de beaucoup d'employés de l'industrie internationale.

Voyant que même les grandes entreprises commencent à comprendre que la santé et le bien-être de leurs employés est à la fois une préoccupation humanitaire et une condition nécessaire à une production convenable, nous demandons instamment qu'une attention accrue soit accordée à la fois aux conditions de travail et à la santé générale des employés locaux des multinationales.

Ceci implique non seulement des conditions matérielles appropriées, mais aussi des efforts pour donner du pouvoir aux employés en les traitant comme des acteurs de l'effort de production plutôt que comme des pièces d'une grande machine que l'on peut remplacer, c'est-à-dire en donnant aux travailleurs de l'importance et de l'attention.

La troisième proposition, concernant le développement de stratégies pour une bonne nutrition, concerne à la fois les sous-alimentés et les suralimentés.

Nous demandons instamment que la production et la distribution d'aliments soient appropriées aux besoins locaux, de sorte que la différence entre les nantis et les pauvres ne débouche pas sur les types de famine de masse que nous avons pu observer ces dernières années.

Quelques-uns d'entre nous proposent une "éthique de la consommation", soulignant le fait que la religion s'est toujours opposée à la jouissance excessive et a toujours plaidé pour le partage des ressources. Nous affirmons que malgré la croissance rapide de la population mondiale, il est possible de nourrir chacun pourvu que l'on observe des stratégies de production et de distribution appropriées. Il est clair aussi que pour la plupart des populations occidentales, les mauvaises habitudes alimentaires, notamment celles favorisées par la l'extension de l'industrie des aliments prêts à consommer, contribuent à des désastres diététiques : les gens ne sont plus nourris convenablement et, en même temps, un nombre alarmant d'entre eux, particulièrement des enfants, sont obèses. Nous demandons instamment que les religions s'impliquent sérieusement dans une éducation sur l'importance de la diététique, aussi bien que dans l'accès aux produits alimentaires, à tous les niveaux de population.

Toutes ces propositions spécifiques impliquent que des questions telles que l'accroissement des migrations internationales, l'urbanisation, la malnutrition, l'extension des maladies infectieuses et beaucoup d'autres problèmes souvent favorisés par le processus de globalisation, doivent être prises en compte par les communautés religieuses du monde. Quelques-uns ont suggéré qu'un des moyens pour régler les problèmes de santé de certaines parties de la population, en particulier dans le cas où ces problèmes sont liés aux conséquences de la globalisation, est d'encourager et favoriser l'utilisation de la médecine traditionnelle, à la fois en théorie et en pratique. D'autres ont souhaité encourager la participation de représentants des traditions religieuses à la démarche de divulgation des facteurs qui peuvent empêcher l'accès de tous aux services de santé.

3. Ecologie

Inciter les communautés religieuses à prendre l'initiative de développer des stratégies de coopération avec ceux qui travaillent en dehors du champ spécifiquement religieux dans le domaine de l'écologie et de la sauvegarde de l'environnement, pour partager les études et développer des plans d'action pour maintenir un environnement durable.

Notre groupe est resté conscient que chaque sujet de discussion et chaque proposition individuelle doivent être envisagés dans le contexte plus vaste de leur relation au monde matériel dans lequel nous vivons. Il est de plus en plus évident que nombre d'aspects de la globalisation produisent des désastres environnementaux et que des choix cruciaux et essentiels doivent être faits, et rapidement, entre le profit financier (qui bien sûr ne profite pas à tous) et la responsabilité écologique.

Par conséquent, nous insistons le plus expressément possible sur la nécessité pour les membres des communautés religieuses de jouer un rôle de premier plan dans le développement d'initiatives qui puissent influencer sur les gouvernements et les entreprises dans un sens favorable à l'environnement, aux niveaux national et international.

Constatant, à nouveau, que des groupes laïcs poursuivent depuis longtemps ces objectifs, nous proposons que les représentants de groupes religieux particuliers s'efforcent de s'associer avec des partenaires qui ont déjà posé des bases et sont engagés dans des mouvements écologiques et de sauvegarde de l'environnement.

En particulier, nous avons besoin d'un partage des recherches et des études, afin que l'information soit rendue disponible et compréhensible par nos groupes religieux, et qu'ils puissent ainsi collaborer avec toutes les personnes concernées par l'environnement pour développer et mettre en œuvre des plans d'action qui favorisent la durabilité de notre environnement aussi bien que de nos sociétés. Ces plans doivent aussi être orientés vers les pouvoirs économiques et les gouvernements.

Les religions devraient donner des repères dans les domaines de la production, de la distribution et de la consommation, basés sur des principes d'équité et de durabilité d'ensemble. Nous proposons donc que les traditions religieuses elles-mêmes accordent une attention accrue à l'identification de différents modes de vie responsables qui soient en accord avec les repères éthiques qui ont formé la base de leur propre compréhension du monde et le rôle de l'humanité, et pourraient en conséquence promouvoir des manières de vivre respectant l'environnement.

4. Economie

Amener les familles religieuses à prendre au sérieux le rapport entre la foi et l'économie et à envisager les disparités croissantes entre les riches et les pauvres (aussi bien entre les individus qu'entre les nations) en relation avec les concepts, pratiques, structures et procédures économiques actuelles aux niveaux national et international.

D'une manière évidente, le lien entre l'économie, le bien-être et la santé, au niveau planétaire, est capital. Traditionnellement, les religions se sont préoccupées de questions qu'elles ont comprises comme étant d'ordre religieux ou spirituel, en négligeant leurs responsabilités dans les autres domaines de la vie. Même les discours prolixes sur l'éthique de beaucoup de nos traditions religieuses oublient de mettre en lumière le lien entre les

individus, les communautés, la santé et la durabilité du monde et la réalité de la justice et de l'équité pour tous.

Nous sommes très préoccupés par la fascination exercée par le marché et son influence sur l'ensemble de nos sociétés, spécialement les pauvres et les exclus. Pour contribuer à la prise en compte des nombreux aspects de la globalisation et de la nature de plus en plus diverse de nos sociétés et y répondre, *nous demandons instamment que les croyants et les croyantes fassent des efforts sérieux, et dès maintenant, pour trouver dans les ressources de leurs traditions des démarches et des plans d'action qui se préoccupent plus du lien entre la foi et l'économie et des conséquences des pratiques économiques actuelles.*

En particulier, nous demandons aux autorités des religions mondiales de s'affronter directement à l'injustice que constitue la disparité croissante entre les riches et les pauvres, à la fois en tant qu'individus et en tant que nations, d'autant plus que cette disparité est le résultat direct des concepts, des pratiques, des structures et des procédures économiques en vigueur aux échelons national et international. Enfin, l'objectif de la paix ne peut jamais être atteint là où règne l'injustice, et trop souvent l'injustice s'enracine dans la disparité économique.

Nous demandons instamment que soit encouragé le développement d'une "éthique commune de l'investissement", à laquelle les religions pourraient coopérer avec les mouvements de consommateurs, pour contribuer à modifier la conduite des affaires.

Prenant conscience de la dépendance croissante des pays en voie de développement envers l'investissement étranger, nous demandons que soit faite une étude approfondie sur les manières de préserver les avantages économiques de la globalisation sans l'exploitation économique qui semble si souvent en être le corollaire.

Nous proposons que des groupes religieux coopèrent pour s'occuper de la question des nantis et des exclus, travaillant sur le principe que la justice économique et le partage des ressources n'est pas un idéal mais un droit humain fondamental. Comment, nous sommes-nous demandés, ce droit pourrait-il être institutionnalisé, comme par exemple le don charitable est institutionnalisé dans quelques-unes de nos traditions religieuses ?

Par conséquent, nous demandons que les religieux examinent les systèmes économiques actuels et leurs ramifications, ensemble, dans une réflexion critique et sur la base de leur propre enseignement religieux. Une partie de cette réflexion doit déboucher sur l'élaboration et la défense de nouveaux modèles économiques, à l'aide par exemple des personnes représentant des traditions religieuses qui dirigent des affaires prospères, illustrant les façons dont les principes de justice et d'équité peuvent être appliqués sans entraîner nécessairement une perte de profit.

Des efforts devraient aussi être faits pour vulgariser les recherches qui sont faites sur l'éthique de consommation, la reliant au réseau que constitue les familles religieuses. Les religions devraient aussi être invitées à travailler à la

désacralisation du marché global moderne, reconnaissant sa double origine à la fois issu de l'innovation et de la créativité humaine et du penchant humain à l'appropriation. Cette tâche requiert dialogue, réflexion commune, recherche, communication et éducation.

5. Ethique

Prêter une attention spéciale aux problèmes de la globalisation, aux ressources éthiques de nos traditions religieuses respectives, et rechercher les convergences des enseignements moraux des hommes de foi, même s'ils sont exprimés différemment. En particulier, nous invitons instamment les hommes de foi et les membres de la société laïque à coopérer pour développer une éthique de l'économie, afin de régler les difficultés surgissant de l'extension de la mondialisation.

Une grande partie des efforts récents dans l'échange interreligieux s'est appliqué à clarifier les différentes croyances et pratiques, dans le but important de mieux comprendre nos partenaires des autres religions. Mais, si l'on constate des points communs, on a tendance à les diluer en faveur des particularités. Tout en voyant l'importance de cette tâche de clarification, nous soulignons aussi l'importance de la recherche de bases éthiques communes qui permettent de s'occuper des problèmes et des questions d'ensembles. Cette recherche pourrait concerner non seulement des personnes qui revendiquent leur appartenance à une tradition religieuse, mais aussi celles qui en dehors de tout contexte religieux respectent leur propre système de valeurs éthiques.

Nous proposons une démarche en trois étapes consistant d'abord (a) en un examen des ressources éthiques de nos propres traditions, dont nous avons besoin pour prendre en compte les problèmes de la mondialisation, puis (b) une identification des principes moraux que tous les hommes de foi ont en commun même s'ils s'expriment de manière différente, et enfin (c) que religieux et laïcs motivés par l'élaboration d'une éthique commune de l'humanité trouvent les moyens de parler et de travailler ensemble.

Nous avons conscience de partager tous ensemble une communauté de responsabilité envers notre monde et notre planète. Une telle éthique commune pourrait avoir plusieurs dimensions.

Notamment, et en lien avec le paragraphe sur l'économie ci-dessus, *nous demandons l'élaboration d'une éthique de l'économie, reconnaissant la nécessité de collaborer avec des groupes existant déjà, se consacrant à l'éthique de consommation et de production.* Nous demandons instamment que soit développé un nouveau concept de prise en charge, qui puisse faire passer d'une éthique du gain personnel ou collectif à une éthique dans laquelle l'investissement est envisagé comme une contribution au bien-être des générations présentes et futures et à la prise en charge convenable de l'environnement.

Gardant à l'esprit le travail excellent accompli par des instituts comme le "Projet d'Éthique planétaire" (3), *nous affirmons à nouveau l'importance de*

construire en coalition avec des groupes déjà impliqués des mouvements éthiques fondés sur des bases plus larges.

Nous avons aussi besoin d'une éthique du pluralisme religieux et culturel, respectant la richesse de nos différences et cherchant aussi à comprendre et surmonter les éléments qui ont contribué à nous diviser.

6. Dialogue

Accroître les efforts pour promouvoir le dialogue et la discussion entre les membres des traditions religieuses eux-mêmes, et entre les domaines religieux et laïc, pour travailler pour la justice, la réconciliation et l'apaisement. Plus précisément, nous proposons un travail en réseau pour la recherche, l'échange et la poursuite de solutions viables aux problèmes communs, et le développement de méthodologies qui puissent s'adapter aux contextes de base.

Le besoin de dialogue et de communication était implicite dans toutes les propositions qui précèdent. Mais il est tellement capital de souligner l'importance du développement de la communication que nous avons choisi d'en faire une proposition séparée.

En conséquence, *nous demandons aux différents groupes qui travaillent actuellement dans le domaine du dialogue interreligieux de mettre en place un réseau qui inclura la recherche, l'échange, et la poursuite commune de solutions viables.* Un tel réseau devrait être aussi représentatif que possible, reflétant la diversité croissante dans toutes nos cultures (et le fait que ces cultures elles-mêmes ne sont pas statiques mais en évolution constante) et doit englober des personnes appartenant à un ensemble de convictions religieuses différentes aussi bien que des personnes qui ne travaillent pas dans une optique religieuse. Il faut développer des méthodologies qui puissent être facilement répandues et utilisées par la base, reprenant le type de modèle action/réflexion qui a fait ses preuves avec des groupes hétérogènes.

La pratique du dialogue suppose un travail pour la justice, pour une communauté ouverte, une coopération concrète, l'établissement de la confiance et de la réconciliation. *Ce type de dialogue à la base, non officiel, offre des occasions d'échanges authentiques dans le travail et le jeu, la prière et les larmes. Le dialogue aide à faire démarrer une action commune et la renforce.*

Dans des sociétés pluralistes, le facteur d'identité peut être positif en terme d'affirmation de l'identité culturelle dans une situation complexe, mais aussi éventuellement négatif dans la mesure où il peut favoriser un manque de participation dans des groupes plus vastes. *Il faut faire attention au fait qu'il y a différentes compréhensions et récits à la fois du passé et du présent, et que les efforts pour l'apaisement et la réconciliation sont les prémices indispensable de la réussite,* de manière à prendre en charge les réalités actuelles avec efficacité, aussi bien que de faire des projets. Une évaluation plus sensée de la complexité et des souffrances des événements passés peut nous aider non seulement à être plus capables de nous occuper du passé et du

futur, mais peut, en fin de compte, permettre d'aider à connaître les nombreux mouvements socio-politico-religieux dans le monde, aujourd'hui connus sous le terme général (bien que souvent inadapté) de "fondamentalismes".

Notre préoccupation envers les jeunes de nos communautés religieuses et du monde en général est constante. Nous les voyons devenir victimes de bien des effets pervers de la mondialisation, ignorant souvent ou rejetant les normes et les valeurs des communautés auxquelles ils appartiennent, si même ils ont le sentiment de leur appartenir. Nous craignons la mainmise d'une mentalité de consommateur sur les jeunes au détriment de mouvements consacrés à la promotion du bien-être des autres (avec des exceptions évidentes et stimulantes).

Nous demandons instamment que le dialogue interreligieux et interculturel rapproche intentionnellement et constamment les générations, et que les voix et visions des jeunes soient reconnues comme une étape de la marche vers la solution des problèmes de justice sociale et de dégradation de l'environnement que nous avons relevés.

Nous reconnaissons que les religions jouent parfois un rôle prophétique. Cependant, on ne considère pas généralement que la prophétie se produit dans le cas où une personnalité religieuse, une communauté et/ou une institution veulent être prophétiques, mais dans le cas où des hommes cherchent à être fidèles à l'Absolu. Ils prêchent et se conduisent d'après un message qu'ils pensent avoir reçu de l'Absolu. Mais les traditions prophétiques de toutes les religions ont témoigné qu'elles ont été capables quand c'était nécessaire de se compromettre. *Nous proposons, précisément, que les communautés religieuses approfondissent leur réflexion sur la dialectique entre l'éthique de conviction et l'art du compromis basé sur le dialogue.*

7. Groupe de Travail

Constituer un groupe de travail interreligieux pour prendre en compte les défis de la pauvreté, de la discrimination, de l'injustice sociale et de la dégradation écologique. Ce groupe ne serait pas une institution mais un moyen de communication entre les familles religieuses et les groupes et mouvements laïcs ; l'une de ses tâches pourrait être la publication d'un journal pour diffuser les idées marquantes des familles religieuses sur les réformes ou les changements.

De nombreux groupes de travail, coalitions et mouvements se sont constitués – associant déjà des membres de familles religieuses – pour faire face aux défis de la pauvreté, de la discrimination, de l'injustice sociale et de la dégradation écologique auxquels le XXI^e siècle est confronté. *Nous pensons, néanmoins, que des contributions significatives pourraient être apportées au travail de ces groupes par la création d'un groupe spécifiquement interreligieux. C'est-à-dire, non seulement qui ne soit pas constitué par hasard de personnes d'origines culturelles et religieuses variées, mais que ses membres soient chargés de puiser dans les ressources de leurs traditions respectives pour les amener à prendre des positions critiques sur les questions de société, d'économie, de justice et d'environnement.*

Ce groupe de travail ne serait pas une institution, mais un organe de communication entre les familles religieuses et les groupes et mouvements laïcs.

Ses tâches pourraient consister à :

- * identifier et approfondir les solutions inspirées par les traditions religieuses ;
- * se rendre solidaire des forces émergentes qui pourraient réformer ou prévenir les aspects négatifs de la globalisation, qui affectent des milliards de personnes ;
- * tenter d'élaborer une nouvelle vision de l'être humain dans l'époque post-industrielle, qui offre de nouveaux défis et possibilités ;
- * publier un journal qui pourrait servir à diffuser la réflexion des familles religieuses appartenant aux mouvements de changement et de réforme.

La violence et la construction de la paix

1. Les religions et la construction de la paix (collège interreligieux pour la paix, La Haye, 1999)

A l'initiative de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme et de la Conférence Mondiale des Religions pour la Paix, un séminaire interreligieux s'est tenu en 1999, rassemblant une quarantaine de personnes de différentes familles religieuses venues des cinq continents. L'une des singularités de ce séminaire a été de réunir à la fois des croyants de différentes confessions et des chercheurs spécialisés dans l'analyse des phénomènes religieux. Il était important en effet de sortir d'un simple recueil d'engagements militants ou d'affirmations lénifiantes et théoriques sur le potentiel de paix de chaque religion.

La dynamique s'est déroulée en trois temps :

- La rédaction d'un premier dossier de travail, en collaboration avec une équipe de chercheurs et d'étudiants du Centre de recherche sur la Paix ;*
- L'organisation d'un atelier de réflexion à Amsterdam du 9 au 11 mai, pendant lequel les participants ont partagé leurs approches et leurs expériences concernant les défis mondiaux de la paix. Ils ont aussi abordé les phénomènes d'utilisation de la religion pour justifier la violence. A cette occasion, ils ont proposé de se constituer en collège interreligieux pour la paix ;*
- L'animation d'un atelier public dans le cadre de la Conférence internationale pour la paix de la Haye, qui s'est tenue immédiatement après, du 11 au 15 mai, sur les défis posés par les conflits et la violence aux différentes familles religieuses. L'une des ambitions de ce séminaire a été précisément de contribuer à l'organisation d'un collège interreligieux pour la construction de la paix.*

Propositions

*** S'engager ensemble pour assumer ses responsabilités face aux défis du monde actuel.**

Si les religions sont séparées les unes des autres par la spécificité de leurs croyances, elles sont unies par les défis auxquels sont confrontés leurs croyants. Elles doivent travailler ensemble pour affronter des défis communs à l'humanité, tels que les inégalités entre riches et pauvres, les conflits et les guerres, la dégradation de l'environnement, la faim dans le monde, etc. Deux fonctions sont essentielles pour les rapports que les religions doivent établir avec le monde :

- une fonction de prophétie, pour dénoncer tout ce qui attente à la vie et la dignité de la personne humaine et de son monde. Cette fonction exige un travail d'interpellation collective des pouvoirs, de l'économie, des connaissances et de l'utilisation des connaissances, des modes de gérance de la planète, etc. ;*

- une fonction de *construction d'humanité*. Il ne s'agit pas uniquement de dénoncer, mais aussi de proposer et d'agir. Les religions doivent s'engager non seulement au niveau pastoral et local, mais aussi au niveau social, économique, écologique, etc., ainsi qu'à l'échelle planétaire.

*** Faire un travail de discernement critique et d'évaluation continue des options et des pratiques des religions pour contribuer à la construction d'un monde plus fraternel.**

Les familles religieuses doivent accepter que leurs actions aient des implications sociales, économiques, politiques, etc., complexes. Non seulement toute religion est sensible et perméable aux enjeux sociaux, aux conditions économiques, aux tempêtes politiques, etc., mais elle est aussi construite par tous ses phénomènes. Elle peut donc être utilisée pour construire la paix ou pour justifier la guerre, elle peut donner sa caution à des actions non-violentes ou à des actions terroristes. Le domaine religieux, parce que faisant appel à Dieu, est parmi les plus délicats. Les responsables religieux ont des responsabilités extrêmement importantes en ce qui concerne le discernement critique des actions de leurs croyants par rapport à la construction de la paix. Les religions doivent faire un travail sur elles-mêmes, sur leurs principes éthiques ainsi que sur leurs modes d'action. Elles doivent savoir comment les différentes appartenances des croyants – sociales, culturelles, politiques, économiques, ethniques, etc. – influencent leurs croyances, favorisant, par exemple, des interprétations sélectives des textes fondateurs. C'est en montrant l'insertion des acteurs religieux dans leur société locale, nationale ou internationale, que se déchiffrent et se comprennent le sens donné à la paix proposée par les uns, ainsi que l'éventuelle légitimation du recours à la violence des autres.

*** Aborder les religions à partir de leurs pratiques et des implications sociales de leurs pratiques, non seulement à partir de leurs principes et leurs intentions, y compris par les religions elles-mêmes.**

Constatant l'interpénétration du religieux, du social et du politique, nous devons reconnaître que les religions ne peuvent se borner à prétendre se détacher du monde. D'une part, elles doivent développer en commun leurs capacités d'interpellation de l'ordre économique, social et politique. D'autre part, elles doivent opter pour un engagement effectif et commun pour la construction de la paix dans le monde. Les croyants ne peuvent pas, au nom de principes soi-disant pacifistes, se réfugier dans la non-action à l'égard des conflits et de la guerre. Il faut savoir sortir d'une approche qui ne considère le rôle des religions dans le domaine de la paix qu'à partir de leurs principes ou de leurs intentions, faisant des religions des entités toujours pacifiques, pour les aborder aussi à partir de leurs pratiques, même si cela peut révéler la complexité de la participation des religions dans les conflits. En effet, la religion apparaît aujourd'hui comme médiatrice dans la résolution de plusieurs conflits : dans les Conférences Nationales des pays africains, dans la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, dans la fin de la guerre civile au Guatemala, etc. Elle apparaît également comme instance de conflit : entre catholiques, musulmans et orthodoxes dans les Balkans, entre catholiques et protestants en

Irlande, entre hindouistes et musulmans en Inde, entre juifs et musulmans en Israël... et même entre des croyants d'une même religion qui, au nom de la fidélité à leur foi, peuvent s'affronter. La religion est traversée par l'ambiguïté. Elle masque souvent des rivalités qui relèvent de différences culturelles, sociales, économiques, politiques ou autres, et en même temps leur sert de moyen d'expression. La religion "contient" donc la violence dans les deux sens du terme contenir : elle la recèle et lui fait barrage ; elle la porte et l'arrête ; elle l'enflamme et l'endigue. Il faut savoir identifier les facteurs qui expliquent cette ambiguïté afin de trouver des moyens pour désarmer sa potentialité guerrière et pour se servir de sa potentialité pacificatrice. Les familles religieuses doivent privilégier l'élaboration et le partage d'une "spiritualité de la paix" pour toute l'humanité, qui invite les croyants à une option profonde et à une attitude concrète.

*** Le dialogue et l'action interreligieuse devient aujourd'hui un impératif éthique pour toutes les religions qui veulent participer à la construction de la paix dans le monde.**

Constatant que chaque religion recèle un potentiel de violence et un potentiel de paix, on ne peut limiter le potentiel de violence et valoriser le potentiel de paix qu'en approfondissant chacun sa propre religion à la lumière des autres. Deux mouvements simultanés doivent être privilégiés. Celui de l'approfondissement des richesses propres et celui de l'ouverture authentique aux richesses des autres. Lorsque les religions s'opposent entre elles, elles offrent au monde le témoignage de l'intolérance, elles favorisent les divisions. C'est dans une démarche interreligieuse que la paix peut être construite. Etre religieux, c'est être interreligieux.

*** Instaurer une véritable autonomie entre autorités religieuses et pouvoir politique.**

Souvent, les institutions religieuses se sont compromises avec le pouvoir politique en place. Dans des situations précises, lorsque, par exemple, des autorités politiques n'adoptaient pas les principes fondamentaux de la démocratie ou ne respectaient pas les droits humains, les institutions religieuses ont dû négocier les valeurs qu'elles sont censées incarner, et parfois ont dû y renoncer. Les croyants ont souvent la tentation de se servir du pouvoir politique pour des fins religieuses, favorisant des phénomènes de ricochet : le pouvoir politique sait aussi utiliser la religion.

*** Etablir des équipes interreligieuses permanentes au niveau local, régional et mondial, pour l'éducation à la tolérance, à la confiance mutuelle et à la paix.**

Il s'agit de savoir instaurer un climat de tolérance et de confiance entre croyants de religions différentes vivant dans un même environnement social. La promotion active d'une Culture de Paix, allant de l'échelle locale à l'échelle planétaire, devrait permettre à tous les croyants d'accéder à l'art de faire la paix.

2. Violence et paix au cœur des religions

En juin 2002 s'est tenu à Bossey, en Suisse, la cinquième des consultations organisées pour honorer la mémoire de Wilhelm Visser't Hooft, premier secrétaire général du Conseil mondial des Eglises. Ces consultations interdisciplinaires et interreligieuses s'étaient d'abord consacrées à différents sujets liés à la soutenabilité de la société et de l'environnement. Pour la cinquième consultation, il a été décidé de porter l'attention sur les défis liés à la montée du pluralisme religieux dans nos sociétés, et en particulier les situations de conflits et de violence. 39 personnes ont participé à cette consultation : chrétiens, juifs, musulmans, hindous et bouddhistes, venus des cinq continents.

*** Reconnaître et comprendre les relations ambivalentes entre religion et violence**

En même temps qu'elles défendent la cause de la paix, les religions sont souvent plus ou moins activement impliquées dans des situations de conflits violents. Cette ambivalence fondamentale de la religion en relation aux questions de violence et de paix doit logiquement constituer le point de départ de toute réflexion et doit être affrontée en tant que telle.

Cette analyse est complexe, car la religion n'encourage pas la violence indépendamment de conditions sociales, politiques ou économiques qui y prédisposent. La religion est-elle en elle-même cause de violence, ou bien est-ce son utilisation ou son instrumentalisation à des fins politiques ? Ne doit-on pas dire qu'elle intensifie les conflits plutôt qu'elle ne les cause à proprement parler ?

Il est important de reconnaître que tous les textes sacrés recèlent des éléments pouvant servir à justifier la violence. Le défi est de trouver le moyen de comprendre et d'utiliser ces textes de manière constructive. Il en va de même pour les rituels ou les symboles qui peuvent sembler légitimer la violence.

*** Enseigner un nouveau sens de l'identité, développer des théologies du pluralisme religieux**

Nos identités sont par nature plurielles, faites d'appartenances multiples. Elle sont liées à la langue, à la terre, aux lieux sacrés, à la mémoire... Il arrive, dans des situations de domination (colonialisme, oppression par une majorité, discrimination, et maintenant menaces d'uniformisation culturelle liée à la globalisation), l'affirmation de son identité devienne un enjeu social et politique vital. Lorsque le pluralisme n'est plus reconnu et qu'une identité devient un absolu apparaît le risque de l'exclusion et de la violence.

Ce risque existe d'autant plus que nombre de religions, par exemple le judaïsme et le christianisme, sont issues de groupes minoritaires opprimés. Elles ont donc développé et maintenu une image d'elles-mêmes comme victimes, y compris quand elles devenaient majoritaires ou religions officielles.

En résulte une certaine incapacité à reconnaître les conséquences néfastes de sa propre domination sur les autres.

Comment affirmer son identité sans succomber à la violence ? Les religions, parce qu'elles constituent un marqueur d'identité essentiel dans de nombreuses régions du monde, ont un travail essentiel à effectuer. Surmonter la violence religieuse requiert ainsi de développer des théologies du pluralisme religieux, où la vérité n'est pas conçue comme la possession exclusive d'une religion quelconque, mais qui laisse place à des moyens différents mais également valides de comprendre le divin.

*** Changer la représentation du pouvoir et de sa pratique**

Les représentants des religions doivent d'abord se questionner sur le pouvoir qu'ils détiennent eux-mêmes et sur la manière dont ils peuvent contribuer à maintenir les structures de pouvoir en place. La religion et le pouvoir constituent une alliance impie. Au Moyen-Orient, par exemple, le conflit montre une imbrication de la politique et de la religion qui se fait au détriment des deux.

Quelle est l'origine du pouvoir ? Théologiquement parlant, celui-ci a sa source en dieu. Mais plus généralement l'image que nous avons du divin est constitutive de l'image que nous avons du pouvoir. Il y a l'image de dieu comme souverain tout-puissant qui punit ou détruit ceux qui n'obéissent pas à sa volonté. Mais il y a aussi l'image de dieu comme créateur ou rédempteur, dont la créativité est libératrice. Les religions ont ainsi un rôle essentiel pour promouvoir une autre représentation du pouvoir, un pouvoir non-violent qui se fasse au bénéfice des sociétés et qui ne puisse pas se voir détourné au profit de la domination et de l'oppression.

*** Développer des modèles de transformation et de résolution des conflits**

La contribution spécifique que les religions peuvent apporter dans les conflits existants est de développer des modèles de transformation des conflits qui mettent l'accent sur les droits de l'homme, la justice, et la construction de relations de confiance. Tous ces principes trouvent de fortes résonances dans les traditions religieuses.

Les religions sont également en mesure de défendre une conception de la paix holistique et basée sur la justice. Il s'agit de responsabiliser tout le monde, de telle sorte que les parties en présence ne se contentent pas d'un face-à-face où chacun se croit l'offensé, mais où l'ensemble de la société soit toujours associée et prise en compte dans la résolution du conflit. C'est ce que montre l'exemple de la Commission Justice et Vérité en Afrique du Sud.

*** S'engager dans des actions communes, comme une journée internationale contre la violence**

Des campagnes globales interreligieuses devraient être développées, dans la lignée du soutien à la formation du Tribunal Pénal International ou de la campagne Jubilé 2000 pour l'annulation de la dette des pays les plus pauvres. Si la religion doit être une conscience morale, elle doit parler d'une seule voix

au sujet de la violence. En développant le dialogue interreligieux, on pourra commencer à mettre en lumière les liens entre religion, psychologie humaine et politique. Mais se contenter d'un débat sur les aspects théologiques ne suffira pas. Il faut aussi agir ensemble, par exemple en organisant avec la Nations unies une Journée internationale des religions contre la violence, associant toutes les religions, qui pourrait être une journée de jeûne adaptable aux différents contextes et aux différentes cultures.

Ecologie, éthique et spiritualité

Le collège interreligieux pour la biosphère, Klingenthal 1995-2001*

Du 27 au 29 octobre 1995, se trouvaient réunis, vraisemblablement pour la première fois dans l'histoire, des représentants de toutes les formes de spiritualité et de culture : aborigènes d'Australie et du Sarawak (Malaisie), animistes négroafricains, baha'is, bouddhistes, chrétiens, indiens d'Amérique du nord et du Sud, hindouistes, juifs, lapons, musulmans, quechuas (Incas), shintoïstes... mais aussi rationalistes, matérialistes, etc., afin de comparer leurs relations et leur attitude face à la Création, aux ressources naturelles.

Le résultat ? Une convergence fondamentale quant aux objectifs à atteindre, en dépit de traditions et sensibilités différentes, qui permit de déboucher sur **l'Appel de Klingenthal** (section 1).

Encouragés par l'écho de cette initiative, Pax Christi et ses amis décidèrent de programmer – toujours dans le même esprit pluriculturel – une série de Symposiums plus spécifiques.

C'est ainsi que s'est déroulé, du 26 au 30 novembre 1997 **le deuxième Symposium sur l'eau** (section 2).

L'importance du thème de l'eau n'échappe à personne et pourtant, quel gaspillage, que de comportements irresponsables face à cette ressource si précieuse à tous points de vue ! Ce Symposium a rappelé les grands problèmes qui gravitent autour de la gestion de cet élément, a présenté et analysé quelques situations particulièrement intéressantes, instructives et/ou conflictuelles. Mais l'originalité de la session a résidé dans l'approche socioculturelle des différentes religions, peuples indigènes et rationalistes, approche qui se retrouve dans l'intéressante Déclaration adoptée à l'issue des travaux.

Le troisième Symposium, consacré au thème "**Sol, cultures et spiritualités**" (section 3) a eu lieu moins de 6 mois plus tard, du 6 au 10 mai 1998, afin que ses conclusions puissent être présentées au 16e Congrès mondial de Science du Sol, à Montpellier, du 20 au 26 août 1998. Le Programme mobilisateur Sols de l'Alliance pour un monde responsable et solidaire et Pax Christi en ont été les initiateurs.

La déclaration adoptée démontre d'abord l'importance fondamentale que jouent les sols dans pratiquement toutes les activités humaines et signale les atteintes toujours plus nombreuses qu'ils subissent de la part de l'homme. Les enseignements des religions se sont avérés instructifs et l'expérience des peuples indigènes s'est révélée dans ce cas, comme pour l'eau, particulièrement enrichissante : le sol, la terre étant considérés et traités avec le plus grand respect. Plusieurs recommandations concrètes et diversifiées, insistant entre autres sur le rôle de l'éducation, de la sensibilisation, concluent

* Section rédigée par Jean-Pierre Ribaut

cette déclaration. Comme pour les symposiums précédents des gestes symboliques ont encadré cette rencontre : grand cylindre de verre rempli d'échantillons de terre des différents pays du monde, puis plantation - avec ces terres - d'un Araucaria.

Le quatrième Symposium, consacré à "**L'Arbre et la Forêt : du symbolisme culturel à... l'agonie programmée ?**" (section 4), du 22 au 26 septembre 1999, illustre l'importance considérable de l'arbre dans les différentes cultures : arbre(s) que l'on offre à toutes les étapes de la vie du juif, ou arbre à palabres de l'animiste africain où l'on enterre le placenta du nouveau né. Les autres fonctions de l'arbre et de la forêt ne furent pas éludées pour autant :

- fonction économique (construction, chauffage, cuisson, colorants, médicaments - qui sait que l'aspirine vient du saule ? -, etc.) ;
- fonction écologique (régulateur climatique, réservoir extraordinaire de diversité biologique, etc.).

Hélas, 15 millions d'hectares de forêts disparaissent chaque année, dont 14 en région tropicale. Les conclusions développent ces divers aspects et présentent des mesures positives à adopter.

Le 5ème Symposium se déroula du 4 au 8 juillet 2001 et traita de "**L'animal et la faune ... de la vache folle aux espèces menacées**" (section 5). Il aborda toutes les fonctions et tous les usages que tant l'animal domestique ou de compagnie que la faune sauvage peuvent assumer. Nombre de fonctions écologiques sont sous-estimées (la microfaune du sol par exemple), et en agriculture, les rapports homme/animal sont trop souvent inacceptables, l'animal n'étant considéré que comme une simple marchandise à exploiter au maximum. Le sort des animaux de compagnie, pas toujours enviable, mais souvent socialement important, a aussi été passé en revue. Session très dense, riche, où les peuples indigènes ont à nouveau beaucoup contribué par leur sagesse. (Une cassette vidéo est disponible !)

Organisés sous le haut patronage du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, ces Symposiums ne purent se dérouler que grâce au soutien généreux de la Fondation Johann Wolfgang von Goethe (Bâle) et de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (Paris).

Pour tout renseignement, s'adresser à :

PAX CHRISTI

Jean Pierre RIBAUT, 27 rue Rabié, F-33250 PAUILLAC

Tel./fax : +33 (0)5 56 59 68 80

E-mail : jeanpierreribau@wanadoo.fr

Nous présentons ici les déclarations issues des symposiums. Chacun d'eux a donné lieu par ailleurs à une publication aux éditions Charles Léopold Mayer (voir en fin d'ouvrage)

1/ L'Usufruit de la terre et l'Appel de Klingenthal (Conclusions du 1er Symposium)

Les soussignés, participant au 4e colloque scientifique et pluridisciplinaire de Pax Christi France, au château de Klingenthal, du 27 au 29 octobre 1995, avons échangé nos approches spirituelles et éthiques face aux problèmes de protection et de gestion de la nature et des ressources naturelles.

Nous avons vérifié que la communauté humaine est traversée, dans les racines et le génie culturel de chaque peuple, par une aspiration à un développement harmonieux de l'homme avec et dans son environnement.

Baha'is, bouddhistes, chrétiens, hindouistes, juifs, musulmans, shintoïstes, Aborigènes d'Australie, animistes d'Afrique, Incas, Indiens du Canada et du Brésil, Lapons, matérialistes et adeptes de l'universalisme, francs-maçons, nos convictions et nos sensibilités sont cependant souvent différentes.

Mais un souci commun habite chacun d'entre nous, qui concerne surtout les générations futures : malgré les innombrables conférences politiques et techniques, mondiales et régionales, études, chartes et autres déclarations, l'état de la Terre continue à se dégrader de manière inquiétante, voire alarmante ; en particulier :

- * la qualité de nombreux écosystèmes, tant marins que terrestres, et de leurs composants (eau, air, sol) se détériore dangereusement ;
- * de nombreuses ressources, marines ou terrestres, vivantes ou minérales, diminuent de manière inquiétante ;
- * l'érosion, la dégradation des sols continuent à progresser ;
- * le réchauffement de l'atmosphère ne ralentit pas ;
- * de plus, certaines politiques portent non seulement atteinte aux milieux naturels (forêts tropicales par exemple), mais compromettent l'existence même des populations locales. Au-delà, tout homme, toute vie est gravement en danger ;
- * dans de nombreuses régions du monde, les conflits armés détruisent l'homme et son environnement.

Au vu de cette situation, des responsables religieux ont essayé de sensibiliser leurs croyants à ces problèmes et de les appeler à réagir au nom de leur foi : par exemple à Assise, Italie (1986), puis à Bâle, Suisse (1989), à Séoul, Corée (1990), à Semarang, Indonésie (1993), à Atami, Japon et à Windsor, Grande-Bretagne (1995), à Patmos, Grèce (1995), à Tolède, Espagne (1995). Des appels semblables ont été lancés par les peuples indigènes, par des rationalistes.

Or la situation est aujourd'hui tellement sérieuse, que nous estimons devoir agir ensemble, unir nos efforts pour que nos différentes approches spirituelles et culturelles, loin de constituer des obstacles ou des freins à la coopération, soient des sources d'enrichissement. Cela est d'autant plus vrai que toutes les démarches convergent quant aux objectifs à atteindre.

En conséquence, ENSEMBLE, nous invitons ardemment tout homme de bonne volonté à :

- * approfondir sa spiritualité, sa culture, pour y découvrir les richesses et les motivations l'incitant au respect de la nature et à une gestion durable de ses ressources pour le bénéfice des générations présentes et futures ;
- * dépasser le stade de la tolérance et de l'écoute passive pour passer à celui de l'écoute active, afin de chercher à comprendre la démarche de l'autre ;
- * privilégier les solutions à long terme plutôt que celles à court terme ;
- * équilibrer harmonieusement les justifications rationnelles et scientifiques de la conservation des ressources et l'approche émotive, valorisant par exemple la beauté ;
- * développer une sensibilité spirituelle chez ses enfants,

et, ENSEMBLE, nous exhortons tous les peuples et leurs dirigeants à agir concrètement et durablement pour une gestion et une protection responsables de notre patrimoine commun.

ENSEMBLE, nous voulons exprimer et vivre cette solidarité.

Quant aux initiatives et actions concrètes, les propositions surabondent depuis longtemps. Le plus important, c'est que se développe en chacun une attitude écologique, c'est-à-dire qu'à chaque instant nous soyons conscients du fait que nos choix et décisions ont des conséquences à long terme sur l'environnement, le nôtre et celui des autres. Il convient également de redécouvrir l'importance d'une certaine frugalité et de la modération.

Cette conversion de nos comportements est particulièrement importante dans les pays industrialisés, qui assument une responsabilité toute particulière dans l'état actuel de la planète. Mais indépendamment de cette constatation, quelles que soient nos responsabilités, statuts ou fonctions, nous avons toutes et tous à témoigner par notre comportement dans la vie quotidienne et par l'éducation.

29 Octobre 1995

2/ L'Eau, source de vie (Conclusions du 2e Symposium)

Nous tous, chrétiens, juifs, musulmans, bouddhistes, hindouistes, shintoïstes, baha'is, Aborigènes d'Australie, Penans du Sarawak, animistes du Nigéria, du Sénégal et du Cameroun, Indiens du Canada et de l'Amazonie, Incas du Pérou, matérialistes et universalistes, réunis pour la deuxième fois à Klingenthal du 26 au 30 novembre 1997, nous avons pu constater que l'eau, l'un des biens les plus précieux de la planète Terre, est gravement menacée en quantité, en qualité et dans sa répartition entre les populations. Plus d'un milliard d'habitants n'ont pas accès à une eau potable ; la sécheresse, c'est-à-dire le manque d'accès à l'eau, affecte des populations de plus en plus nombreuses et de plus en plus pauvres ; la demande d'eau double tous les vingt ans : les pollutions rendent l'eau inutilisable à divers usages ; enfin, les inondations catastrophiques menacent de nombreuses populations.

Patrimoine de l'humanité, l'eau est par ailleurs devenue un bien marchand avec un chiffre d'affaires des activités relatives à l'eau s'élevant à 500 milliards de dollars par an.

Nous réaffirmons les principes de l'Appel de Klingenthal de 1995 et leur application à la protection de l'eau, notamment : "Agir ensemble, unir nos efforts pour que nos différentes approches spirituelles ou culturelles, loin de constituer des obstacles ou des freins à la coopération, soient des sources d'enrichissement" ; "approfondir [notre] spiritualité et [notre] culture pour y découvrir les richesses et les motivations incitant au respect de la nature".

De pays et d'horizons différents, nous avons pu découvrir et partager de fortes convergences en ceci que l'eau, porteuse de toute vie pour les hommes, les animaux et les plantes, tient une place essentielle, spirituelle, culturelle et symbolique dans nos traditions et cultures, par ailleurs si diverses.

Nous avons pu constater qu'au-delà des comportements irresponsables, des abus mercantiles et des erreurs de gestion, l'oubli de nos traditions de respect de l'eau et de nos racines spirituelles contribue au gaspillage et à la détérioration des ressources en eau. C'est donc à une véritable conversion – et donc à la transformation qu'elle implique de nos modes de vie – que nous sommes tous appelés.

Il nous faut ainsi non seulement coopérer et partager, mais également, en redécouvrant nos valeurs propres, apprendre les uns des autres, non pas dans un esprit passéiste, mais en se tournant résolument vers l'avenir pour, par exemple :

- * redécouvrir et partager les valeurs de solidarité, de respect de l'homme et de la nature dans la gestion des ressources en eau ;
- * redécouvrir et éventuellement adapter les techniques ancestrales de gestion et de préservation de l'eau, notamment en zone aride ou de montagne ;
- * garantir l'accès à l'eau des plus pauvres, dans l'esprit de partage dont sont porteuses nos traditions.

Une gestion durable des ressources en eau repose sur une volonté politique affirmée, une saine économie de l'eau, des mécanismes de marché correctement orientés, mais également sur le comportement responsable de chacun. Nous affirmons que nos cultures et nos spiritualités peuvent et doivent nourrir et enrichir ces dimensions socio-économiques du développement durable.

L'eau peut être source de conflits entre les hommes et entre les nations, mais notre histoire et nos traditions montrent que l'eau peut tout autant être porteuse de coopération, de partage, de justice et de paix entre les hommes et les peuples.

De même, il ne faut pas que l'eau devienne cause de conflits entre les générations : nous devons transmettre à nos enfants un "capital eau" garantissant la pérennité et la qualité de leur développement, comme celui de l'ensemble de la biosphère.

Forts de ce socle commun, spirituel, éthique, culturel et historique, qui reconnaît l'eau comme source de la vie, nous exhortons :

- * les gouvernements à mettre en œuvre effectivement les textes et recommandations internationaux existants sur la gestion durable des ressources en eau, et à développer une réelle gouvernance de l'eau en associant les secteurs public et privé et les personnes, notamment au travers des ONG ;

- * le secteur privé, notamment les entreprises de taille et de responsabilité internationale, à préserver les ressources en eau en respectant les traditions et cultures locales ;

- * chaque personne, en redécouvrant ses racines spirituelles et culturelles, à changer ses comportements d'usage et de consommation de l'eau, dans le sens de sa préservation et de son respect ;

- * les institutions et organisations publiques et privées à associer les usagers à la protection de l'eau et à promouvoir des initiatives locales, en harmonie et en synergie avec les traditions.

Dans la dynamique et la continuité des efforts et travaux internationaux, passés et à venir, nous voulons transmettre ce message aux futures conférences internationales, telles que la conférence de Paris des 19-21 mars 1998, la Conférence mondiale de l'eau (New York, avril 1998), la conférence "L'eau, une crise imminente" (UNESCO, 3-6 juin 1998). Qu'ainsi se développe une véritable éthique internationale de l'eau !

24 décembre 1997

3/ Sol, cultures, spiritualités (Conclusions du 3e Symposium)

Réunis en symposium du 6 au 10 mai 1998, au château de Klingenthal (Alsace, France), à l'initiative du Programme Mobilisateur Sols de l'Alliance pour un monde responsable et solidaire et de Pax Christi France, nous, personnalités de différentes cultures et spiritualités, représentants de la société civile, gestionnaires, scientifiques, avons échangé nos points de vue sur le thème "Sol, cultures et spiritualités". Durant ce symposium, les exposés et les discussions ont porté sur :

- * les connaissances accumulées par la science sur le sol, sur ses fonctions et sur les conséquences des activités humaines sur cette ressource ;

- * la perception, la représentation, les enseignements relatifs au sol dans nos différentes religions, spiritualités et cultures natives (Bahaïsme, Bouddhisme, Christianisme, Confucianisme, Hindouisme, Islam, Judaïsme, Shintoïsme, Taoïsme, Aborigènes du Canada, Indiens d'Amazonie, Négro-Africains, Quechuas des Andes, Chamans de Sibérie, universalistes) ;

- * des témoignages concrets sur la façon dont le sol est géré dans certaines sociétés mono- ou pluri-culturelles et religieuses, sur la manière dont la question des sols est prise en compte dans l'enseignement et la communication et comment elle est intégrée dans les préoccupations des gestionnaires, fonctionnaires et élus, et dans celles des organisations non-gouvernementales.

Nous constatons que les connaissances scientifiques acquises permettent maintenant de mieux préciser l'importance des sols pour la sauvegarde de la vie sur terre et le maintien des grands équilibres naturels ; de mieux comprendre les enjeux que les sols représentent pour les individus, pour les sociétés humaines et pour les diverses activités humaines ; et de mieux cerner les menaces qui pèsent sur cette ressource naturelle :

- * le sol est indispensable à la vie ;
- * le sol produit notre nourriture ;
- * le sol contrôle notre eau ;
- * le sol contribue au bon fonctionnement et à la qualité des chaînes alimentaires ;
- * le sol est le support des activités humaines ;
- * le sol abrite la diversité du vivant ;
- * le sol influe sur les grands équilibres de la planète ;
- * le sol est le témoin de l'histoire de l'humanité ;
- * le sol est une ressource rare et lentement renouvelable ;
- * le sol est l'objet de dégradations.

Ainsi, en utilisant mal les sols, l'homme porte gravement atteinte à l'environnement et à la biodiversité, perturbe le cycle de l'eau et altère sa qualité. Cette mauvaise gestion des sols, volontaire ou due à l'ignorance, conduit à leur destruction. Dans de nombreuses sociétés humaines, cela mène à des situations économiques difficiles (insécurité alimentaire, endettement, prix élevé de la réhabilitation des sols dégradés et de la dépollution, prix élevé des intrants...); à des problèmes sociaux (pauvreté, famine, malnutrition, migrations, conflits d'accès...) qui finissent par avoir des répercussions politiques. Le droit des générations futures n'est pas préservé.

Dans les différentes cultures et religions représentées à ce symposium, des références au sol existent et les attitudes de l'homme par rapport au sol qu'elles enseignent sont convergentes, incitant au respect de cette ressource. Mais dans la réalité des faits, cela ne se traduit malheureusement pas toujours par la préservation du sol !

L'absence d'une prise de conscience de l'importance et de la valeur du sol est très répandue dans l'opinion publique et chez ceux-là même qui l'utilisent ou le gèrent directement.

Nous considérons que pour les sociétés humaines, le sol est source de vie, de bien-être et d'épanouissement, et que, quels que soient les progrès scientifiques et techniques acquis et à venir, le sol restera toujours une base essentielle de tout progrès de l'humanité.

Dans la diversité de nos cultures et de nos spiritualités, nous nous devons et devons aux générations futures la sauvegarde des sols et de leurs fonctions. Pour cela, nous devons, en premier, réaliser des mutations dans nos comportements quotidiens vis-à-vis du sol. Ainsi,

Nous appelons :

- * les systèmes éducatifs, les systèmes d'information et de communication à prendre conscience et à faire prendre conscience de l'existence du sol avec ses multiples fonctions et de son importance pour la vie sur notre planète ;
- * à valoriser la culture et les traditions populaires relatives à la terre, aux sols, car elles incitent à une attitude empreinte de respect vis-à-vis de cette ressource que nous ne considérons généralement que sous l'angle mercantile ;
- * les hommes et les sociétés humaines à relativiser l'illusion de liberté et de progrès systématique que peuvent procurer la science et la technologie et à redécouvrir les modes d'utilisation respectueux de la diversité des sols et des rythmes naturels de renouvellement des constituants et des fertilités, garants d'une chaîne alimentaire saine et propre et d'une eau de qualité ;
- * les décideurs à tous les niveaux : individus, entreprises, Etats, Organismes internationaux, à opérer des choix judicieux et responsables, au moment de l'affectation des terres et des choix d'occupation des sols. Des cahiers des charges pour la préservation et la sauvegarde des sols et de leurs fonctions doivent limiter la concurrence que se livrent les différentes activités humaines pour les meilleurs sols ;
- * les individus et les sociétés humaines à adopter des modes de consommation qui découragent le pillage des ressources naturelles et qui produisent peu de déchets pour les sols et l'environnement. Les Organisations non gouvernementales et Associations de solidarité internationales ont en cela une responsabilité particulière à assumer ;
- * les individus et les sociétés humaines à plus de solidarité, à reconnaître aux peuples un droit inaliénable à se nourrir par eux-mêmes, et à transformer les logiques de confrontation en logiques de coopération et de dialogue, qui seules peuvent mobiliser contre la détérioration des sols et de leurs fonctions ;
- * la communauté scientifique à s'impliquer davantage dans des recherches visant des usages durables des sols par les sociétés humaines dans la diversité de leurs cultures et spiritualités ; les Etats et les institutions à mobiliser davantage de ressources pour l'accomplissement de ces recherches et pour la valorisation des résultats ;
- * à créer les conditions pour un dialogue entre les divers savoirs populaires en matière d'utilisation des sols ; entre ces savoirs et les savoirs scientifiques ; et à créer les conditions pour la revivification et la revalorisation de savoirs populaires cohérents et utiles aux générations futures, à l'humanité.

10 mai 1998

4/ L'arbre et la forêt, du symbolisme culturel à... l'agonie programmée ? (Conclusions du 4e Symposium)

Réunis au château de Klingenthal du 22 au 26 septembre 1999, sur l'initiative de la commission "Sauvegarde et gérance de la Création" de Pax Christi France, nous, personnalités de différentes cultures et spiritualités (Animistes d'Afrique, Aborigènes d'Australie, Penans du Sarawak, Indiens du Canada, Incas, Buriates et Evenks de Sibérie, hindouistes, confucianistes et taoïstes, shintoïstes, Bouddhistes, juifs, chrétiens, musulmans, baha'is, rationalistes), avons

témoigné de la place et du rôle que tiennent l'arbre et la forêt dans nos différentes cultures et partagé nos connaissances et nos points de vue sur l'état des forêts dans le monde, leur gestion, les menaces qui les frappent, les politiques à préconiser.

Nous avons abouti aux conclusions suivantes :

Considérant que :

- * la forêt a été la source de nourriture, de combustible et de matériaux de l'homme, et le reste encore aujourd'hui pour les nombreuses populations qui y vivent,
- * même dans les pays les plus développés, l'arbre continue à fournir du bois de feu, du bois d'œuvre, du bois de menuiserie, de la pâte à papier, divers produits alimentaires, des matières premières très variées, des produits pharmaceutiques et de nombreux produits chimiques, et qu'il remplit à cet égard une fonction économique et sociale de premier ordre,
- * la forêt offre sous tous les climats une diversité biologique exceptionnellement riche, assure la qualité du sol et de l'eau ainsi qu'une protection contre les dangers naturels,
- * la forêt est l'écosystème terrestre naturel le plus performant pour la transformation d'énergie solaire en biomasse et par conséquent la fixation du carbone, qui permet de lutter contre l'effet de serre,
- * avec le développement de la vie urbaine, la forêt et la végétation en général assument des fonctions de loisir et de détente de plus en plus essentielles,
- * dans pratiquement toutes les cultures, les religions et les courants spirituels ou philosophiques du monde, l'arbre et la forêt occupent depuis toujours une place privilégiée, constituant une source d'enrichissement sous-estimée pour la politique de préservation et de gestion durable de ce patrimoine unique ;

constatant que :

- * la surface des forêts de la planète a fortement régressé et continue de se réduire de quelque 15 millions d'hectares par an, dont 14 dans les régions tropicales, cette régression pouvant résulter d'une certaine pression démographique, mais surtout de pratiques forestières et agricoles inappropriées voire condamnables, souvent provoquées par des intérêts économiques et financiers à court terme,
- * parmi les forêts tropicales, de nombreuses forêts primaires, conservatoires par excellence de la biodiversité, ont été détruites ou sont en passe de l'être,
- * beaucoup de forêts sont menacées par diverses formes de pollution, notamment par une pollution atmosphérique croissante,
- * la destruction des forêts entraîne l'aggravation de l'effet de serre,
- * la reconstitution des forêts est extrêmement lente, surtout sur les sols pauvres en humus des régions tropicales,
- * la destruction de la forêt peut provoquer pour les populations qui y vivent ou qui les fréquentent, souvent parmi les plus pauvres, une perte de ressources matérielles, mais aussi culturelles et spirituelles, et à terme une perte d'identité,
- * une forêt n'est pas un simple champ d'arbres, et ne peut remplir toutes ses fonctions que si l'ensemble de ses composantes sont préservées et si elle n'est pas trop morcelée,

nous encourageons vivement les divers efforts entrepris à la suite de la Conférence sur l'Environnement et le Développement (Rio de Janeiro, juin 1992) pour promouvoir et appliquer le développement durable à tous les niveaux de l'activité humaine, du mondial au local,

et demandons instamment que soient appliqués partout les principes de gestion durable des forêts qui, seuls, permettent de garantir l'ensemble des fonctions de la forêt, de préserver et de transmettre aux générations futures les bases de vie tant matérielles que spirituelles et culturelles des communautés locales, qui doivent impérativement être associées à tout projet d'exploitation et de gestion de ce capital et participer équitablement aux bénéfices.

La gestion durable de la forêt sera assurée par :

- * le développement et l'harmonisation au plan mondial d'une législation de protection de la forêt, en concertation avec tous les intéressés, avec instauration de contrôles indépendants et de sanctions éventuelles ;
- * l'arrêt immédiat de la dégradation et de la destruction des dernières forêts primaires ;
- * le reboisement, financé ou encouragé par les pouvoirs publics, des terres abandonnées ou dégradées, afin de constituer des forêts secondaires qui, seules, devraient pouvoir faire l'objet d'une exploitation ;
- * la création de réserves intégrales, la protection des écosystèmes forestiers particulièrement menacés, et plus généralement la protection de la biodiversité ;
- * la protection de la variété paysagère et notamment la conservation des divers types de forêts ;
- * la régulation des échanges économiques qui conditionnent l'exploitation des forêts et le commerce du bois ;
- * la promotion d'une gestion multifonctionnelle de la forêt reposant sur une concertation avec l'ensemble de ceux qui en tirent des ressources matérielles, culturelles ou spirituelles ;
- * l'apport d'une aide technique et financière aux populations pauvres dépendant directement de la forêt, pour la gestion des systèmes agroforestiers, le développement de produits forestiers non ligneux et la création de nouveaux revenus, notamment à travers le tourisme, dans la mesure où c'est souvent par la valorisation économique de la forêt que l'on assure sa protection ;
- * le développement et l'harmonisation des méthodes d'écocertification des divers produits de la forêt, et tout spécialement du bois tropical ;
- * la traçabilité de tous les produits de la filière du bois, avec notamment l'obligation de mentionner le nom scientifique latin de chaque espèce et de son origine ;
- * l'encouragement de toute initiative permettant de développer l'esprit critique et le discernement des consommateurs, dont l'action peut être déterminante dans l'orientation de la production et des politiques forestières ;
- * un effort de sensibilisation aux problèmes de l'environnement à mener particulièrement auprès des jeunes, que ce soit par les pouvoirs publics ou par les mouvements associatifs, et passant notamment par le contact direct avec la nature ;
- * un effort d'éducation et de développement spirituel qui doit être assumé par les courants religieux ou spirituels pour sensibiliser les personnes au respect de la Création ou de la Nature.

26 septembre 1999

5/ L'animal et la faune ... de la vache folle aux espèces menacées (Conclusions du 5e Symposium)

Les 70 participants au 5e Symposium de Klingenthal (Alsace), provenant des 5 continents et comprenant des parlementaires européens, des universitaires, des praticiens, des haut fonctionnaires et des représentants d'ONG ; des domaines de l'écologie, de la sociologie, la politique, la médecine, la théologie, la philosophie, l'économie, l'agriculture, la foresterie, de la protection des animaux, ainsi que des représentants des grandes religions (judaïsme, christianisme, islam, bahá'isme, hindouisme, bouddhisme, shintoïsme), des peuples indigènes (autochtones) de l'Australie centrale, du Sarawak (Penans), de Russie centrale (Bouriates et Evenks), de l'Afrique (Sénégal et Cameroun), du Canada (indiens Cree), de l'Amazonie (indiens Mirana de Colombie) et de l'agnosticisme,

se référant aux enseignements des précédents symposiums, et tout spécialement à L'Appel de Klingenthal (1995), à savoir : "...la situation [de l'environnement] est aujourd'hui tellement sérieuse, que nous estimons devoir agir ensemble, unir nos efforts pour que nos différentes approches spirituelles et culturelles, loin de constituer des obstacles ou des freins à la coopération, soient des sources d'enrichissement",

insistant :

- * sur l'importance du développement durable, qui inclut notamment le principe de précaution, et du respect envers tous les êtres vivants,
- * sur la responsabilité considérable de l'homme vis-à-vis du monde animal, patrimoine commun de l'humanité où il assume de nombreuses fonctions vitales pour cette dernière,

reconnaissant :

- * que les différentes religions et cultures (notamment indigènes) devraient davantage éclairer les rapports entre l'homme et l'animal et contribuer à une meilleure gestion du monde animal, tant domestique que sauvage,
- * que l'homme est la seule espèce de la biosphère qui peut attribuer une valeur intrinsèque aux espèces animales, donc indépendamment de tout aspect utilitaire,
- * que l'intelligence et la puissance technologique développée par l'homme augmentent sa responsabilité vis-à-vis de la faune, tout en lui permettant de mieux comprendre ses besoins,

considérant

a/ du point de vue écologique :

- * l'importance du monde animal, pour le rôle essentiel qu'il assure dans le fonctionnement des écosystèmes, pour le maintien de l'évolution biologique de la fertilité des sols (pédofaune), ainsi que pour les substances chimiques contenues ou sécrétées par les animaux, importantes à de nombreux points de vue (l'hirudine, la nacre, le miel...) et pouvant déboucher sur des produits technologiques nouveaux ("biomimikry"),
- * que malgré des efforts politiques, l'action d'ONG et une certaine prise de conscience dans les différents milieux de la société et de l'opinion publique, la

dégradation de la diversité biologique se poursuit à un rythme accéléré, tout spécialement dans les forêts tropicales et subtropicales, plusieurs dizaines d'espèces pouvant disparaître chaque jour,

* que dans les pays de l'hémisphère Nord, nous constatons aussi une sérieuse érosion biologique et une régression des habitats naturels, accompagnées par une dégradation qualitative des milieux provoquée par les engrais et produits phytosanitaires (herbicides, insecticides, ...) et la parcellisation du territoire,

* que les diverses races et variétés d'animaux domestiqués sont également l'objet d'un appauvrissement génétique extrêmement préjudiciable, notamment en ce qui concerne leur rusticité,

* que l'ensemble des politiques agricoles doit impérativement être repensé, surtout là où elles privilégient les monocultures et les formes de productivité centrées sur le court terme, et doit donc aussi être révisée fondamentalement l'attribution des subventions,

b/ pour le bien-être animal :

* que l'animal est trop souvent devenu un simple produit livré sur le marché mondial,

* que l'importante productivité dans les élevages intensifs affecte gravement le bien-être des animaux, y compris leur santé, en raison notamment de la sélection génétique, de mutilations, de l'alimentation, du confinement des animaux, de la pauvreté de leur environnement, ainsi que de l'impossibilité de satisfaire leurs besoins comportementaux essentiels,

* que les priorités économiques du commerce mondial et de la libre circulation des marchandises ne sont généralement pas adaptées au vivant,

* que les transports d'animaux s'effectuent trop souvent dans de très mauvaises conditions, débouchant sur des souffrances inacceptables, voire la mort, cela en raison d'une trop grande promiscuité, de privation de nourriture, de conditions d'hygiène déplorables, etc,

* que la volonté politique et les mesures d'encouragement financier pour le développement de nouvelles méthodes alternatives à l'expérimentation animale et l'application généralisée des méthodes existantes restent nettement insuffisantes,

* que le commerce des animaux de compagnie prend une expansion considérable tant sur le plan social qu'économique, avec des espèces sans cesse nouvelles qui peuvent contribuer à la raréfaction d'espèces menacées et qui peuvent avoir à vivre dans des conditions inacceptables; en outre, relâchées dans la nature, elles peuvent bouleverser dramatiquement les équilibres écologiques,

* que la chasse représente une réalité culturelle et économique, mais où l'on observe encore certains abus, et que dans certains pays elle s'intègre dans une activité traditionnelle de subsistance,

recommandent

a/ dans l'approche écologique :

* de se préoccuper davantage de l'impact des changements globaux, notamment climatiques sur la diversité et l'évolution des populations animales,

* des mesures efficaces et harmonisées pour lutter contre l'érosion du patrimoine naturel et assurer la sauvegarde des espèces animales - même des plus modestes - notamment par la conservation de leurs habitats, conformément à la convention sur la diversité biologique,

* de développer ou renforcer les réseaux écologiques pour enrayer le cloisonnement actuel du territoire et favoriser la circulation des espèces sauvages,

* de renforcer les réglementations relatives aux introductions et réintroductions d'espèces animales sauvages et leur application,

* de prendre les mesures adéquates pour enrayer le développement des espèces étrangères envahissantes dommageables pour la diversité biologique indigène,

* de renforcer l'application des réglementations relatives à l'utilisation des engrais et des pesticides,

b/ pour le bien-être animal :

* le développement de systèmes d'élevage et de labels favorisant les conditions de vie des animaux qui correspondent à leurs besoins,

* une productivité adaptée aux exigences d'une agriculture durable, notamment par une sélection génétique et un élevage basés sur les critères de santé et le bien-être, une alimentation naturelle, et des aides financières judicieusement attribuées,

* que la production agricole serve à nourrir décemment des hommes et non à privilégier des logiques économiques uniquement basées sur le profit,

* d'élever et d'engraisser les animaux dans la région où ils sont nés, et transporter la viande plutôt que des animaux vivants,

* aux distributeurs et aux consommateurs d'assumer leurs responsabilités par la promotion et l'achat de produits dont le processus de fabrication est éthiquement acceptable,

* l'application stricte des lois existant dans le domaine de l'expérimentation animale, et, dans chaque cas, une procédure d'évaluation éthique ; en outre, le développement accéléré, la validation et la mise en œuvre de méthodes alternatives là où c'est possible,

* de contrôler et limiter au maximum toute utilisation de l'animal à des fins mercantiles (cirques, parcs animaliers, zoos,...)

* aux propriétaires d'animaux de compagnie d'assumer pleinement leurs responsabilités en respectant les besoins essentiels de leurs animaux et en ne les abandonnant jamais,

recommandent en outre une meilleure application des conventions internationales existant en matière de protection de la biodiversité, de chasse, de pêche, et de bien-être des animaux, comme des réglementations nationales,

insistent :

* sur le respect des droits ancestraux des peuples indigènes dans tout projet d'exploitation de ressources naturelles sur leur territoire de vie,

* sur la mission incontournable de l'éducation pour développer une perception cohérente du vivant, en particulier des interdépendances entre l'homme et le monde animal, voire ce qui peut être partagé entre l'homme et l'animal,

* pour que les programmes de l'enseignement primaire, secondaire, professionnel et universitaire prennent en compte la place de l'homme dans la biosphère et sa responsabilité de gestionnaire du monde animal, tant sauvage que domestique ou de compagnie (et de la planète),

* sur la nécessaire coopération avec l'ensemble des forces vives, des milieux associatifs poursuivant les mêmes objectifs,

* sur l'engagement nécessaires des Eglises, mouvements religieux et spirituels pour développer une responsabilisation de leurs fidèles et adeptes pour ces problèmes fondamentaux.

Alliés dans le dialogue : musulmans et chrétiens appellent à la réflexion et à l'action

Nous présentons ici de larges extraits d'un document publié par le Conseil œcuménique des Eglises (COE) et par d'autres partenaires, dont des organisations et des revues islamiques spécialisées. Il est le fruit des travaux effectués lors d'une réunion tenue à Amersfoort, Pays-Bas, en novembre 2000, entre musulmans et chrétiens. Organisée sous les auspices du Conseil œcuménique des Eglises, cette réunion a été l'occasion de faire le point des divers dialogues amorcés entre chrétiens et musulmans à l'initiative du COE depuis 1991.

Le point sur le dialogue islamo-chrétien

Ces trente dernières années, on a assisté à de nombreux efforts, parfois concertés, entre chrétiens et musulmans pour aboutir à une entente nouvelle. L'histoire des relations entre chrétiens et musulmans est une histoire faite d'affrontements. Le changement, entend-on dire souvent, n'a commencé à se faire sentir que lorsque les chrétiens, d'Occident surtout, ont eu la volonté et la possibilité de repenser leurs relations avec l'islam et le monde musulman. Le développement de l'œcuménisme, le réexamen critique de la mission chrétienne et la conscience de vivre dans des sociétés de plus en plus pluralistes – dont certaines étaient naguère "chrétiennes" – sont les principales raisons à l'origine du nouvel appel au dialogue. Les échanges passés entre musulmans et chrétiens, lorsqu'ils ont été jugés dignes de mention, sont qualifiés de polémiques.

S'il est vrai que l'histoire des relations islamo-chrétiennes a été marquée par les rivalités et les guerres, on oublie trop souvent les rencontres riches et fructueuses sur le plan pratique comme sur le plan des idées qu'elles ont aussi rendu possibles. Les univers traditionnels se suffisaient à eux-mêmes. Envers les autres religions, l'exclusivisme et le réductionnisme étaient la règle. Pourtant, et surtout durant la formation de la civilisation arabo-islamique, l'islam a fait montre d'une remarquable aptitude à appeler et à intégrer les diverses contributions que les chrétiens ne demandaient qu'à lui apporter. Occupés à transmettre et à développer leurs connaissances dans les différentes disciplines de la science et de la philosophie, les chrétiens ont pu aussi engager le dialogue sur des questions ayant trait à la révélation et à la raison, et non seulement en tant qu'apologistes. Malgré les diverses contraintes sociales et matérielles, les contacts entre les personnes, les échanges et la collaboration n'étaient jamais rompus.

A l'époque moderne, dans de nombreux pays, l'identité nationale naissante, enracinée dans les liens culturels, fortifiée par la conscience d'avoir un destin et des intérêts communs et façonnée par les règles d'un nouvel ordre

politique, a rapproché les musulmans et les chrétiens. De nouvelles relations ont transcendé les barrières traditionnelles. Différentes des relations fondées sur l'affiliation religieuse, elles ne les contrariaient pas nécessairement. Ces relations ont parfois donné la priorité à la solidarité nationale, minimisant la nécessité d'un dialogue interreligieux. Dans certains secteurs, on craignait en effet que l'identité religieuse, rendue explicite dans le dialogue, menace l'unité nationale.

A l'échelle mondiale, les mouvements de libération nationale et la décolonisation ont eu tendance à permettre une relation plus équitable entre chrétiens et musulmans, créant des conditions plus favorables à un dialogue interreligieux et interculturel fructueux. Parallèlement à cette évolution, les conceptions religieuses du monde se sont frottées aux idées universalistes et humanistes, s'ouvrant à la réalité croissante du pluralisme religieux.

En même temps, le dialogue a suscité des controverses. Naturellement, ses détracteurs ne se sont pas bornés à critiquer ses positions théologiques ni sa légitimité et sa valeur. Ils s'en sont pris aussi au choix des partenaires, aux sujets discutés et aux domaines d'action commune. Le dialogue s'est heurté aux résistances et aux hésitations.

Parmi les nombreuses objections et réserves que le dialogue a suscitées, il y en a cinq qui méritent d'être mises en évidence. Il y a tout d'abord ceux qui pensent que les relations entre communautés dans une société donnée s'inscrivent dans un contexte local et que, par conséquent, le dialogue mené en dehors de ce contexte est généralement inutile. Pour d'autres, le dialogue peut couvrir des rapports de pouvoir inégaux ou servir d'ornement permettant de poursuivre des objectifs autres que les objectifs déclarés. Il y a aussi ceux qui craignent la controverse et redoutent toute interrogation et mise en question réciproque. Les quatrièmes voient le dialogue comme une transaction avec la vérité et une trahison de l'appel divin à la mission ou à la *da'wa*. Les cinquièmes avancent au contraire que le dialogue est une forme de mission plus perfectionnée ou, même si ce n'est pas dans l'intention de ses artisans, qu'il conduit à la mission.

Le dialogue est facilement écarté par ses détracteurs au motif qu'il est élitiste ou marginal parce que ceux qui y participent sont jugés non représentatifs. La question de la représentativité est liée à celle de l'efficacité. Les partenaires à un dialogue peuvent être appelés à engager leurs communautés, surtout lorsqu'ils semblent s'identifier fortement avec elles. Mais cela ne tient pas compte du fait que les Eglises et plus encore leurs contreparties musulmanes fonctionnent rarement selon un modèle centralisé. Les participants au dialogue ne prétendent pas avoir une autorité absolue sur les fidèles, surtout quand l'enjeu porte sur des questions comme les relations interreligieuses. Lorsqu'ils signalent, à juste titre, que leur influence est limitée, leurs efforts peuvent sembler vains. Mais, symboliquement du moins, ils continuent d'être considérés comme responsables des comportements de leurs communautés même s'ils se montrent critiques à leur égard.

La situation actuelle : risques et opportunités

Les relations entre musulmans et chrétiens sont en général fortement tributaires de l'histoire et des événements locaux et régionaux. Mais d'autres événements de portée plus large ont aussi un impact important, surtout lorsqu'ils contribuent à déstabiliser des sociétés où régnaient avant des relations pacifiques d'acceptation mutuelle.

Il est des régions du monde où le modèle traditionnel de l'Etat-nation est manifestement de plus en plus mis en question. Certains pays ont éclaté, d'autres au contraire se constituent en entités plus importantes. Certains Etats sont devenus à la fois trop petits et trop grands. Dans beaucoup de pays indépendants post-coloniaux, les projets de construction nationale restent inaboutis, se fragilisent ou échouent. Les frontières tracées par les puissances impériales, bien qu'elles soient demeurées inchangées pour la plupart, n'ont pas réussi à faire l'unanimité. Les idéaux de communauté nationale ont été contrecarrés par le fait que les communautés ethniques, culturelles et linguistiques dépassent souvent les frontières des Etats qu'elles contribuent à diviser. Les gouvernements nationaux sont souvent loin d'avoir réussi à tenir leurs promesses quant à une authentique indépendance nationale et au progrès social et économique.

La mondialisation de l'économie et de l'information se conjugue à la mobilité humaine croissante à travers la migration, les mouvements de réfugiés et le développement des réseaux transnationaux. L'identité culturelle locale est menacée, ce qui affaiblit encore l'Etat et renforce les pressions qui s'exercent sur les loyautés nationales et régionales. Les nouvelles relations qui se nouent entre personnes par-delà les liens et les réseaux d'intérêts traditionnels suscitent des loyautés et des identités nouvelles où la communauté locale n'a plus guère de sens.

Lorsque l'Etat est affaibli, la population en quête d'explications et de sécurité matérielle se replie sur les structures et les identités communautaires traditionnelles. Lorsqu'à l'inverse, il devient oppresseur, la population trouve protection dans l'identité et les structures communautaires traditionnelles. Dans les deux cas, la mondialisation, en conduisant à une plus grande uniformité culturelle, invite souvent à la recherche de la spécificité et de la distinction, qui favorise l'affirmation des identités culturelles et religieuses traditionnelles.

Partout, les identités "signifiantes" sont multiples et vont varier selon les besoins. On peut trouver la sécurité professionnelle et économique dans un certain type de communauté (le syndicat, l'association professionnelle), les relations sociales dans un autre (le voisinage, l'usine, le club), l'activité sociale et politique dans un troisième (le parti, les associations féminines), et la quête spirituelle ailleurs encore (la communauté religieuse, la communauté de culte). Mais lorsque tous ces besoins sont satisfaits ou s'expriment au sein d'une même identité, les frontières entre appartenances communautaires se renforcent les unes les autres au lieu de s'équilibrer. Les barrières qui nous séparent se font plus impénétrables.

Dans ces cas, la différence de taille entre communautés a cette conséquence directe que la minorité est menacée par la majorité. Pour exister politiquement, les communautés qui se sentent menacées dans un lieu cherchent à s'allier avec d'autres ailleurs qu'elles perçoivent comme partageant la même identité. L'attention et l'aide étrangères sont sollicitées en vue de la défense des "droits des minorités". La défense de ces droits peut servir de prétexte à des interventions intéressées de la part de puissances étrangères. Les gouvernements nationaux et les mouvements politiques appartenant aux communautés majoritaires qui se sentent menacées par ce type d'intervention se voient confortés dans leur suspicion envers les "minorités". En même temps, certains gouvernements renforcent leur pouvoir en dirigeant les communautés et leurs relations entre elles : ils exploitent leurs peurs, les dresse les unes contre les autres, mobilisant le soutien des unes et sapant encore la sécurité des autres.

Lorsque les communautés s'identifient ou sont identifiées seulement en fonction de leur religion, les situations deviennent encore plus explosives. La religion exprime certains des sentiments et des sensibilités les plus intimes des individus et des communautés, elle porte en elle la mémoire historique la plus ancienne et fait souvent appel à des loyautés universelles, surtout quand il s'agit du christianisme et de l'islam. C'est ainsi que la religion est souvent considérée comme étant la source des affrontements alors qu'en réalité elle vient souvent attiser des conflits dont les causes sont ailleurs.

Au cours des dernières décennies, cette évolution a toutefois coïncidé avec des développements sur la scène religieuse. Dans beaucoup de régions, ce qu'on avait considéré comme un processus irréversible de sécularisation s'est heurté à un "retour" de la religion dans la vie publique.

A mesure que les expériences de coopération et l'entente entre chrétiens et musulmans se développent et s'étendent, on commence à discerner la possibilité de contrecarrer les processus qui tendent à mondialiser les conflits entre eux. Il est des cas où un conflit donné, avec ses causes et ses caractéristiques locales, est perçu et exploité comme faisant partie intégrante d'un autre conflit, ailleurs, avec ses causes et ses caractéristiques différentes et spécifiques. Tel acte de violence commis dans un lieu donné est exploité pour renforcer les stéréotypes de "l'ennemi" en vigueur dans un autre et même pour provoquer des actes de vengeance ailleurs dans le monde.

Les responsables musulmans et chrétiens qui militent pour le dialogue multiplient leurs efforts pour "dé-mondialiser les tensions entre chrétiens et musulmans". Ils prononcent de constantes mises en garde contre l'essentialisme et le sensationnalisme, et attirent l'attention sur les causes locales des conflits dont il est possible de trouver les solutions en s'attaquant, en tout premier lieu, à ces causes locales. Ils refusent de se laisser entraîner dans les conflits des autres en répondant sans aucun discernement aux appels à la solidarité, et préfèrent, à la place, appliquer les principes communs de paix, de justice et de réconciliation. Ils peuvent ainsi aider les parties aux conflits locaux à libérer l'islam et le christianisme du fardeau des intérêts sectaires et des interprétations de leurs croyances et de leurs convictions par lesquelles ils légitiment leurs actes.

Il est inutile de répéter que la culture de la paix entre les communautés religieuses s'enracine dans la culture du dialogue. Les décennies de dialogue entre musulmans et chrétiens, à tous les niveaux, ont renforcé les relations entre les deux religions, aussi bien à l'échelle des individus que des institutions.

Comme les femmes prennent une part croissante à la vie de la société, beaucoup d'entre elles participent désormais aux projets de coopération islamo-chrétienne pour le développement et la justice sociale. Les expériences de "dialogue de vie" où elles jouent un rôle dirigeant ne sauraient être séparées des initiatives plus larges prises par les chrétiens et les musulmans dans le domaine du dialogue et de l'action commune. On peut penser que, à long terme, plus les femmes seront nombreuses dans l'enseignement supérieur, et notamment dans l'enseignement religieux, plus les modèles de pensée et les structures de pouvoir traditionnels seront mis en question. Une telle mise en question est une contribution essentielle à l'avenir du dialogue.

Renouveler les affirmations communes

Dans un monde où chrétiens et musulmans sont voisins et concitoyens, le dialogue n'est pas une activité qui se déroule seulement entre les quatre murs d'une salle de conférence. C'est une manière de vivre notre engagement religieux les uns vis-à-vis des autres, de partager en partenaires les préoccupations et les aspirations qui nous sont communes, et de lutter ensemble contre les problèmes et les défis de notre temps. Il faut remettre à l'honneur et réaffirmer les lignes directrices d'un dialogue authentique acceptées par tous.

Les différences sont inhérentes à la condition humaine et sont aussi une manifestation de la sagesse divine. Reconnaisant ces différences, le dialogue interreligieux est fondé sur le respect et la compréhension de l'autre. Il ne doit pas être le cadre d'un débat théologique où les adeptes des différentes religions tentent de démontrer une vérité religieuse au détriment d'une autre.

Les partenaires d'un dialogue interreligieux n'ont à transiger sur aucune de leurs convictions religieuses fondamentales pour s'engager dans un dialogue constructif. La qualité du dialogue entre musulmans et chrétiens dépend largement de son aptitude à attirer ceux qui sont fidèles à leur religion et enracinés dans leur communauté.

Le dialogue n'est donc pas une négociation entre parties défendant des intérêts opposés et des revendications rivales. Il ne doit pas être tributaire des luttes de pouvoir. Il doit être plutôt une démarche où chrétiens et musulmans se donnent mutuellement les moyens d'aborder ensemble des questions d'intérêt public et de s'engager ensemble dans leur quête commune de la justice, de la paix et d'une action concrète pour le bien-être de tous. Dans cette démarche, les uns et les autres puiseront chacun dans leurs ressources spirituelles.

Le véritable dialogue suppose la reconnaissance et le respect des différences. En même temps, on s'efforce aussi de discerner et de mesurer les valeurs communes aux deux religions. On ne peut pas aboutir à une entente fructueuse si l'on n'entretient pas une tension dynamique entre les convergences et les divergences constatées. Il en va de même des débats au sein de chaque communauté religieuse. Les dialogues intrareligieux et interreligieux dépendent et se nourrissent les uns des autres.

En permettant aux partenaires d'apprécier à la fois la diversité et les points communs de leurs religions, le dialogue est un processus d'apprentissage où chaque communauté apprend à mieux connaître l'autre et à mieux se connaître elle-même.

Mais le dialogue n'est pas seulement un exercice de communication, il ne se limite pas à un échange de connaissances. Il est l'occasion d'une interaction et d'un engagement concret dans les affaires présentant un intérêt commun à la base et dans la vie quotidienne. Le dialogue permet d'intégrer en un tout cohérent quête intellectuelle et action concrète.

Dans un monde où la religion connaît un regain d'intérêt, les questions de liberté de conscience et de droits de l'homme en général ont fait leur réapparition ces dernières années ; ce sont des questions délicates qui peuvent même être source de division. A cet égard, le dialogue islamo-chrétien a une contribution indispensable à apporter en affirmant que les droits de la personne et la liberté religieuse sont des principes indivisibles. Il est appelé à canaliser les forces de l'esprit religieux vers le bien commun au lieu qu'elles servent à attiser la haine et les conflits intrareligieux et interreligieux. Musulmans et chrétiens sont d'accord pour affirmer que la liberté de conscience est essentielle à leurs religions respectives. Mais la liberté religieuse n'implique pas seulement la liberté de conscience ; elle implique aussi le droit de vivre conformément à des valeurs religieuses et la reconnaissance du fait que la diversité culturelle et religieuse est une dimension essentielle de la réalité humaine.

Dans le dialogue, musulmans et chrétiens apprennent que le christianisme et l'islam ne sont pas deux blocs monolithiques qui s'affrontent. Ils apprennent aussi que les tensions et les conflits dans les différentes régions de la planète ne sont pas l'expression d'un "choc des civilisations" ni le tracé sanglant d'une frontière qui, partout, séparerait le monde chrétien du monde musulman. Au niveau local, le dialogue peut contribuer à désamorcer, parfois même à résoudre, des problèmes qui, sans lui, pourraient être exploités par des pouvoirs extérieurs à leurs propres fins.

A mesure que chrétiens et musulmans prennent conscience du fait que la justice est une valeur universelle fondée dans leur foi, ils sont appelés à prendre fait et cause pour les opprimés et les marginalisés quelle que soit leur identité religieuse. La justice est l'expression d'un engagement religieux qui dépasse les frontières de la religion. Lorsqu'on aborde les droits des minorités, la logique de la "réciprocité" est incompatible avec l'universalité absolue de la justice. Les croyants ne devraient en aucune façon se sentir contraints par les méthodes des relations inter-étatiques.

Les femmes et les hommes de foi engagés dans le dialogue affirment, pour leur part, l'égalité de tous les citoyens d'un Etat ou d'une société donnés, par delà toutes les frontières ethniques, sociales et religieuses. Les affiliations religieuses qui unissent les personnes par delà les frontières de l'Etat ne sont nullement incompatibles avec le principe de l'égalité des citoyens. La multiplicité des identités est un fait de l'existence humaine. Les gens définissent leur identité selon plusieurs critères, par exemple, la nation, la religion, la culture, la famille, le sexe, l'âge, l'activité professionnelle. Dans le dialogue, aucun aspect de l'identité de la personne n'en exclut un autre. Plus les partenaires au dialogue se sentent solidement ancrés dans leur identité, plus ils peuvent se montrer ouverts aux autres et s'engager dans des relations et des échanges interreligieux et interculturels riches.

Les priorités

Les nombreuses conférences de dialogue tenues ces dix dernières années ont généralement abouti à des recommandations très similaires. Si elles se répètent ainsi, c'est sans doute pour souligner leur importance et rappeler aux chrétiens et aux musulmans que la tâche qu'ils se sont fixé n'est pas achevée. Or, à l'issue de l'évaluation des relations entre musulmans et chrétiens présentée ici, quelques-unes de ces recommandations méritent d'être mises en évidence et déclarées prioritaires pour notre action future. Elles touchent les partenaires au dialogue et les structures de coopération, l'éducation et les médias.

Pour élargir son impact, le dialogue islamo-chrétien s'ouvrira plus largement et reflétera la diversité des opinions au sein de chaque communauté. De plus, on encouragera aussi des étudiants et des jeunes, des responsables religieux, des représentants de divers groupes professionnels et d'organisations non gouvernementales à y participer.

Musulmans et chrétiens sont de plus en plus souvent invités à prendre part à des dialogues interculturels, interreligieux et internationaux. Si ces échanges ont parfois des répercussions importantes, cela ne signifie pas toujours que les participants ont adhéré aux hypothèses sous-tendant ces initiatives.

Le dialogue islamo-chrétien reste unique et urgent aux niveaux local, régional et mondial. Il mérite une attention soutenue et des efforts redoublés. L'expérience accumulée dans ce dialogue bilatéral sera mise à profit et les engagements pris de longue date maintenus sans égard pour les considérations et les opportunités sans lendemain.

Le renforcement et la création d'organismes islamo-chrétiens aux niveaux national et régional demeurent des priorités. Ces organismes s'engageront aux côtés des autorités civiles et religieuses pour rechercher la justice, l'égalité des citoyens, les droits de la personne et la paix civile. Ils sont appelés à jouer un rôle de chef de file en prenant l'initiative de la planification et de la mise en œuvre des projets de dialogue et de coopération. Ils ont aussi une responsabilité toute particulière à assumer dans le règlement des tensions et

des conflits qui affectent les relations entre chrétiens et musulmans, et veilleront à ce que les problèmes particuliers à un lieu ne se répercutent pas ailleurs. Les organisations et les institutions islamo-chrétiennes tâcheront de tirer profit de leur expérience respective et de trouver les moyens d'instaurer une coopération entre régions.

Chrétiens et musulmans seront encouragés à entreprendre des études et des recherches communes. Ils chargeront des organismes universitaires et autres de rédiger des lignes directrices pour la préparation de manuels et de matériels d'enseignement qui présentent une image exacte de l'autre religion, corrigent les conceptions erronées et préconisent le dialogue et les bonnes relations.

Les programmes éducatifs au niveau des écoles, des collèges, des universités et des cours pour adultes seront conçus de manière à favoriser la compréhension et l'appréciation des diverses traditions culturelles et religieuses du monde ; chaque fois que cela sera possible, on invitera des fidèles des religions concernées à prendre part à l'élaboration des programmes. C'est particulièrement important à notre époque où tant de gens se déplacent – touristes, travailleurs, commerçants, journalistes, diplomates, agents des organisations non gouvernementales, etc. Les facultés de théologie et les séminaires prépareront leurs diplômés musulmans et chrétiens au dialogue interreligieux dans une société plurielle en leur donnant la formation et l'ouverture d'esprit adéquates.

Les participants au dialogue islamo-chrétien recourront activement aux médias et feront une utilisation plus créative des derniers instruments de communication, tels que l'Internet. Cela permettra de faire de nouveaux adeptes du dialogue et de mieux faire connaître cette activité. En outre, ces efforts d'information aideront à battre en brèche les effets des images simplistes, stéréotypées et sensationnalismes et la manipulation qui en est faite.

Notes

(1) Les documents de cette rencontre sont disponibles sur la page Internet du collège interreligieux de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire : <http://www.alliance21.org/fr/colleges/interrelig.htm>

(2) Pour en savoir plus sur cette initiative, <http://www.wcc-coe.org>

(3) Voir le site Internet de la Fondation éthique planétaire : <http://www.weltethos.org>

L'Alliance pour un monde responsable pluriel et solidaire

Agir collectivement pour contribuer à des transformations répondant aux défis du XXI^{ème} siècle.

Depuis la fin des années 1980, de nombreuses initiatives dans différentes régions du monde, issues des milieux les plus variés, contribuent à la mise en mouvement de divers acteurs sociaux afin d'organiser un vaste processus mondial, susceptible de participer à la recherche de valeurs, de propositions et de règles pour surmonter les nouveaux défis auxquels fait face l'humanité.

Au début des années 90, de nombreuses rencontres continentales, thématiques et collégiales sont organisées. Ce processus aboutit en 1993 à la rédaction de la *Plate-forme pour un monde responsable et solidaire*.

Des groupes régionaux se mettent en place, des réseaux professionnels et thématiques internationaux sur les grandes questions de notre temps se développent, l'Alliance est lancée. Elle reçoit, entre autres, l'appui financier et technique de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme (FPH).

Il s'agit d'inventer de nouvelles formes d'action collective, allant de l'échelle locale jusqu'au niveau mondial, afin de peser ensemble sur l'avenir d'un monde de plus en plus complexe et interdépendant.

Le défi de l'Alliance est de favoriser l'unité dans la diversité, en proclamant la capacité de nos sociétés à comprendre et valoriser la complexité des situations, l'interdépendance des problèmes, la diversité et la légitimité des points de vue géoculturels, sociaux et professionnels.

L'Alliance, espace d'échanges, de réflexions et de propositions, se structure autour de 3 axes principaux d'organisation :

Les groupes locaux visent à réunir des personnes d'une commune, d'une région, d'un pays, d'un continent, à partir des réalités et des enjeux de leur société. C'est la **voie géo-culturelle**. Elle reflète la diversité des lieux et des cultures.

Les groupes d'acteurs socio-professionnels veulent susciter le dialogue et la mobilisation dans une profession, un milieu donné (jeunes, paysans, scientifiques, élus locaux ...). C'est la **voie collégiale**. Elle reflète la diversité des milieux sociaux et professionnels, leurs préoccupations et responsabilités face à la société et aux défis du monde actuel.

Les chantiers thématiques cherchent à former des groupes de réflexion sur les grandes questions qui concernent notre avenir commun (gestion durable de l'eau, intégration régionale et mondialisation, marchés financiers, art et société...). C'est la **voie thématique**. Elle reflète la diversité des défis auxquels

l'Humanité est confrontée pour le XXIème siècle. Les chantiers thématiques sont regroupés en quatre pôles : Valeurs et Culture, Economie et Société, Gouvernance et Citoyenneté, Humanité et Biosphère.

Cherchant à tirer parti de la richesse et des expériences accumulées par ces groupes de réflexion tout en s'articulant à des dynamiques citoyennes convergentes, l'Alliance s'est donnée comme objectif d'aboutir à des propositions concrètes, collectivement élaborées. C'est ainsi qu'ont été organisées :

- **des rencontres internationales**, au sein de chaque chantier thématique et de chaque collègue,
- **des Assemblées continentales simultanées** (Afrique, Amériques, Asie, Europe) et une rencontre régionale dans le monde arabe (au Liban) en juin 2001.
- une **Assemblée mondiale de Citoyens** qui s'est tenue en décembre 2001 à Lille- France, réunissant plus de 400 participants du monde entier.

L'ensemble de ces rencontres ont permis l'élaboration d'une soixantaine de *cahiers de propositions pour le XXIème siècle* et d'une *Charte des responsabilités humaines*, édités en plusieurs langues et dans différents pays.

Depuis le début de l'année 2002, l'Alliance s'engage dans un processus de diffusion et de valorisation de ces résultats. Les réseaux s'élargissent, se diversifient et leurs thèmes de travail deviennent de plus en plus transversaux. Par ailleurs, ils renforcent des liens avec les autres démarches visant à une autre mondialisation.

Pour plus d'informations, nous vous invitons à consulter le site de l'Alliance www.alliance21.org qui présente en trois langues (français, anglais et espagnol) l'histoire de l'Alliance, les défis auxquels elle répond, les chantiers et les forums de discussion qu'elle accueille.

Courriel : info@alliance21.org

Les cahiers de propositions sur internet

Tous les cahiers de propositions, qu'ils soient sous forme provisoire ou définitives, et dans toutes leurs traductions, sont disponibles sur le site internet de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire, à l'adresse :

<http://www.alliance21.org/fr/proposals>

Thèmes disponibles :

Valeurs, éducation, cultures, art et science

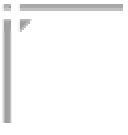
Education et enseignants - L'éducation à une citoyenneté active et responsable - L'Alliance et les médias - L'Art et l'Identité Culturelle dans la construction d'un monde solidaire - Femmes - Actions et propositions de jeunes pour un changement social - Une diversité culturelle interculturelle à l'ère de la globalisation - Propositions du collège interreligieux - Guerres, génocides, ...face aux situations extrêmes, restaurer l'humanité dans l'humain - Penser la réforme de l'Université - Maîtrise sociale du système de production scientifique - Société de l'information, société de la connaissance: la nécessaire maîtrise sociale d'une mutation - Temps et développement soutenable

Economie et société

Les transformations du monde du travail - Le mouvement syndical à l'aube du 21ème siècle - Exclusion et précarité - Entreprises et solidarité - L'exercice des responsabilités de l'entreprise - L'entreprise responsable - Production, technologie et investissement - Consommation éthique - Politique fiscale, impôt, répartition du revenu national et sécurité sociale - Finance solidaire - Sortir du dédale de la financiarisation : pour une finance au service du Bien Commun - La monnaie sociale : levier du nouveau paradigme économique - Dette et ajustement - Commerce équitable - De l'échec de l'OMC à Seattle ... aux conditions d'une gouvernance globale - Souveraineté alimentaire et négociations commerciales internationales - Le développement intégralement durable, une alternative à la globalisation néo-libérale - Politiques économiques, idéologie et dimension géo-culturelle - Femmes et économie - Economie solidaire - La santé et ses enjeux au 21ème siècle - Les défis de la pêche artisanale au 21ème siècle - L'agriculture et le développement durable - Le droit des peuples à se nourrir et à réaliser leur souveraineté alimentaire - Sécurité Alimentaire

Gouvernance et citoyenneté

Les principes de la gouvernance au 21ème siècle - Le territoire, lieu des relations : vers une communauté de liens et de partage - Penser la ville de demain : la parole des habitants - Violences urbaines - Les paysans face aux défis du 21ème siècle - Les leaders sociaux au 21ème siècle : défis et propositions - Autorités locales ou animation locale - Etat et développement - Alimentation, nutrition et politiques publiques - De la conversion des industries d'armement à la recherche de la sécurité - Les militaires et la construction de la paix - Refonder la gouvernance mondiale pour répondre aux défis du 21ème siècle



Relations entre l'humanité et la biosphère

Education à l'environnement : 6 propositions pour agir en citoyens -
Propositions relatives à la question de l'eau - Sauver nos Sols pour
Sauvegarder nos Sociétés - Forêts du Monde - Efficacité énergétique - Ecologie
industrielle : programme pour l'évolution à long terme du système industriel -
Société civile et OGM : quelles stratégies internationales ? - Refuser la
privatisation du vivant et proposer des alternatives

Les éditeurs partenaires

Edition en espagnol au Pérou : Centro Bartolomé de las Casas (Cusco)

Renaud BUREAU du COLOMBIER et Camilo TORRES
E-mail: ccamp@apu.cbc.org.pe

Centro Bartolomé de las Casas
Pampa de la Alianza 465
Cusco - Pérou

Tel +51 84 236494
+51 84 232544
Fax +51 84 238255

Edition en portugais au Brésil : Instituto Pólis (São Paulo)

Hamilton FARIA
E-mail: hfarria@polis.org.br
<http://www.polis.org.br>

Instituto Pólis
Rua Araújo, 124 - Centro
São Paulo - Sp - Brésil
CEP 01220-020

Tel: + 55 11 3258-6121
Fax: +55 11 3258-3260

Edition en arabe au Liban : Centre Culturel du Liban Sud (Beyrouth)

Ziad MAJED
E-mail: zmajed@hotmail.com

Tel: + 961 1 815 519
Fax: + 961 1 703 630

**Edition en anglais en Inde :
Pipal Tree (Bangalore)**

E-mail: pipaltree@vsnl.com
<http://www.allasiapac.org>

Pipal Tree
139/7 Domlur Layout,
Bangalore 560071 - India

Tel : +91 80 556 44 36
Fax : +91 80 555 10 86

**Edition en chinois :
Yanjing group (Beijing)**

GE Oliver (Haibin)
E-mail: ollie@mail.263.net.cn

Room 521, Goldenland Bldg.
#32 Liangmahe Road, Chaoyang District
Beijing, P.R. China
Postal Code 100016

Fax: +86 10 64643417